



Revue de presse « Défense »

(contact : adulou@numericable.fr)

Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez soit contacter directement le responsable de thème de Défense soit réagir en adressant un courriel à l'adresse indiquée ci-dessus.

L'équipe de la Revue de presse Défense vous remercie de votre confiance et de votre intérêt pour son travail, toutes vos suggestions sont les bienvenues.

Cette revue de presse paraît désormais sur le site de l'UNION-IHEDN, à l'adresse : <http://www.union-ihedn.org/les-actualites/revue-de-presse/>



*Le 5 juin 1967 se déclenche la guerre des six jours
(ici, patrouille de 3 mirages III israéliens)*

Date :5 juin2019

Prochaine diffusion : mercredi 19 juin 2019

Sommaire des articles proposés

- 1) Enjeux de la Défense, Doctrine, Concepts, Missions :
 - *La frégate française « Languedoc » lancée à la poursuite d'un sous-marin russe surnommé*
 - *Une dizaine de terroristes mis hors de combat dans la Gourma*
- 2) Relations internationales - Europe de la défense - OTAN :
 - *Synthèse de l'actualité internationale de mai 2019*
 - *A Londres, Donald Trump se fait le chantre du Brexit*
 - *La famille sunnite toujours aussi divisée : Doha a exprimé des réserves sur les sommets de La Mecque*

- 3) Armements - Industries - Économie :
 - *Antitrust : Google de nouveau sur la sellette aux Etats-Unis*
 - *5 G : l'Institut Montaigne préconise de se passer de Huawei*
 - *Exportations d'armes : Qatar, Belgique et Arabie saoudite, le top 3 des pays clients de la France*
 - *Spatial : l'Europe et la France face à la nouvelle donne dans les lanceurs*
- 4) Les forces armées - Air - Marine - Terre - Gendarmerie :
 - *Le jour où je me suis engagé à l'école de santé des armées*
 - *Visite du CEMAT et de la Minarm au 1^{er} RHC et au RMT*
 - *L'aéronautique navale mise à l'honneur*
 - *Début de l'installation de la plate-forme d'essais à terre de la frégate de défense et d'intervention (FDI)*
- 5) Zones de conflits :
 - *Soudan : au moins soixante morts dans la répression de la contestation depuis lundi*
 - *Répression sanglante du régime contre les manifestants à Khartoum*
 - *Afghanistan : disparition d'une quinzaine de militants pour la paix*
 - *Egypte : huit policiers tués dans une attaque contre un barrage au Nord-Sinaï*
 - *RCA : un nouveau groupe armée voit le jour dans le sud*
- 6) Renseignements et menaces :
 - *IA : une course à l'armement pour dominer le monde*
 - *Thaïlande : les militaires assurés de garder la pouvoir*
 - *Denis Mukwege ouvre le Forum mondial pour la paix par un discours alarmiste*
 - *(CR) Cybermenaces : quel rôle pour la diplomatie ?*
- 7) Sécurité intérieure :
 - *La gendarmerie mise sur la future loi de programmation pour renouveler ses blindés*
- 8) Énergie environnement climat :
 - *General Electric, le géant qui fait plonger l'économie française : comment l'écologisme a tué l'usine à (turbines à) à gaz de Belfort*
 - *L'ONG Oxfam demande des mesures environnementales contraignantes pour les banques*
 - *Les prix du pétrole divergent avant les stocks américains*
- 9) Géopolitique de la culture :
 - *Il faut « sauver » les soldats de Daech : 45 avocats font la leçon*
 - *« Vu de Pologne, Macron risque de tuer l'Europe ! »*
- 10) Géopolitique de l'information :
 - *Seulement 5,5 % de toutes les vulnérabilités sont exploitées*
 - *5G : en Asie, Huawei fait la course en tête*
 - *Un nouvel outil de piratage iranien fuite sur Telegram*
 - *La Russie ordonne à Tinder de partager données et communications de ses utilisateurs*
 - *Données personnelles : Washington renforce la surveillance des immigrants*
- 11) Jour après Jour :5juin2019
- 12) Revue de presse internationale en langue étrangère :

- *For Trump, London Visit is a (Royal) Affair*
- *China conducts first sea-based space rocket launch*
- *South Korea approves \$8 million in aid for hungry North*
- *Xi Jinping in Russia to usher 'new era' of friendship*
- *US Navy's 2nd Fleet reaches initial operational capability*
- *Ukraine's new leader asks Europe to pressure Russia to end war*

13) Liste d'articles non retenus mais pouvant être consultés sur demande.

Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez contacter directement le responsable de la revue, en adressant un courriel à : adulou@numericable.fr, ou au webmaster du site « union-ihedn.org ».

1/ ENJEUX DE LA DEFENSE - DOCTRINE - CONCEPTS – MISSIONS

□ □ THEME 1 - 1 : La frégate française « Languedoc » lancée à la poursuite d'un sous-marin russe surnommé « Septembre rouge » ?

Source, journal ou site Internet : OPEX 360

Date 3 juin 2019

Auteurs : Laurent Lagneau

Adressé par André Dulou

Malgré la relative discrétion qui entoure les opérations menées en Méditerranée [et même ailleurs], on sait que des sous-marins russes jouent régulièrement à « cache-cache » avec des navires appartenant à des pays de l'Otan. Ainsi, en décembre 2015, un dossier de presse diffusé par l'Élysée à l'occasion de la venue du président Hollande à bord du porte-avions Charles de Gaulle, alors déployé en Méditerranée orientale, on avait appris que le groupe aéronaval français surveillait « étroitement » un « sous-marin russe doté de missiles de croisière », en collaboration avec une frégate américaine. Un an plus tard, le site spécialisé « The Aviationist » révélait qu'au moins un sous-marin russe de type Oscar II avait été repéré près des porte-avions Charles de Gaulle et USS Eisenhower. Et le suivi des avions de patrouille maritime américains P-8A Poseidon, basés à Sigonella, avait montré une activité assez inhabituelle à l'époque. Puis, en octobre 2017, le Wall Street Journal publia le récit de la difficile traque du sous-marin russe Krasnodar [classe Kilo] par les moyens de l'US Navy déployés en Méditerranée. Visiblement, la frégate multimissions [FREMM] « Languedoc » s'est récemment mesurée à un sous-marin russe. En tout cas, c'est ce que suggère un patch, a priori réalisé pour marquer un succès opérationnel. L'existence de ce patch a été révélée par Jean-Jacques Bridey, le président de la commission de la Défense à l'Assemblée nationale, via sa page Facebook, alors qu'il venait de passer une journée en immersion à bord de la FREMM « Languedoc », le 29 mai. Ce patch est assez riche en détails. Le nom de la frégate « Languedoc » est encadré par le pavillon français et par celui de la marine russe. Une étoile rouge, en partie dissimulé par l'insigne du navire, est située au milieu de la Méditerranée. Le profil d'un sous-marin, un Oscar II, y figure. De même que la mention « ОХОТА НА КРАСНЫЙ СЕНТЯБРЬ ». Ce qui veut dire : « Chasse à Septembre Rouge ». [Si l'on en croit Google Traduction... Mais « Mars Attaque », qui a regardé dans un dictionnaire, confirme]. Aucune indication ne permet de déterminer la date exacte à laquelle a eu lieu ce

pistage présumé d'un sous-marin russe par la FREMM « Languedoc ». On sait que le navire français était en Méditerranée en septembre 2017. Et il y a été de nouveau déployé entre le 18 mai et le 9 août 2018, puis à la mi-septembre, dans le cadre de l'exercice Gabian 18.3, organisé au large de Toulon. Quoi qu'il en soit, les FREMM disposent de capacités de lutte anti-sous-marines particulièrement performantes. Fourni par Thales, leur sonar remorqué CAPTAS 4, qui tient compte des conditions de pression, de température et de salinité de l'eau, fait des « miracles ». « Incrédules, nos partenaires américains exigèrent de vérifier nos paramètres », a en effet confié un officier chargé de la lutte ASM à bord de la FREMM « Provence », cité dans un article récemment publié par Mer&Marine, selon qui une frégate multimissions peut « aussi pister un sous-marin russe depuis l'Atlantique nord jusqu'à Gibraltar pendant 25 jours sans faire relâche. » « Croyez-moi, quand un commandant se rend compte qu'il est constamment suivi, la pression change de camp », a souligné le pacha de la FREMM « Provence ».

□ □ THEME 1 - 2 : Une dizaine de terroristes mis hors de combat dans la Gourma

Source, journal ou site Internet : Lignes de défense

Date 5 juin 2019

Auteur : Philippe Chapleau

Adressé par André Dulou

Une dizaine de djihadistes ont été tués ou capturés dans la région du Gourma (centre-est du Mali), frontalière du Burkina Faso, au cours d'une opération aéroterrestre menée vendredi par les militaires français de la force *Barkhane*, a annoncé ce mercredi l'état-major. Le 31 mai, après avoir observé "un mouvement suspect d'une quinzaine d'individus au nord de Ndaki, dans le Gourma", l'armée française a lancé une opération "rassemblant la composante aérienne, les groupes commandos et le groupement tactique aérocombat de la force *Barkhane*", détaille l'état-major dans un communiqué. Après une frappe aérienne conduite par des *Mirage 2000*, des commandos ont été hélicoptérés. "Une dizaine de terroristes a été mise hors de combat", et "une quantité importante de ressources a été saisie, dont plusieurs motos et de l'armement individuel", détaille l'état-major. L'armée française a parallèlement mené du 20 mai au 3 juin "une opération d'ampleur" avec l'armée burkinabè dans le nord du Burkina Faso, à la frontière avec le Gourma malien, selon la même source. Elle a mobilisé les différentes composantes de la force *Barkhane*, déployées depuis le territoire malien, en voyant notamment les aéronefs et les groupes commandos intervenir en appui des hommes du GTD *Richelieu* et du 11e régiment d'infanterie commando (11e RIC) burkinabé.

2/ RELATIONS INTERNATIONALES - EUROPE DE LA DEFENSE - OTAN :

□ □ THEME 2 - 1 : Synthèse de l'actualité internationale de mai 2019

Source, journal ou site Internet : DIPLOWEB

Date 2 juin 2019

Auteur : Axelle Degans

Adressé par André Dulou

Agrégée d'histoire, Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Membre du laboratoire HABITER (EA 2076) de l'Université Reims Champagne-Ardenne. Elle est notamment auteure de : A. Degans, *Réussite aux concours 2019 ! La synthèse de l'actualité internationale 2018*, éd. Diploweb, via Amazon, 2019.

Voici une synthèse de l'actualité internationale de mai 2019 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, voire préparent les oraux d'un concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information hebdomadaire ou au compte twitter de veille géopolitique @diploweb (+ de 13 000 followers)

Le sort des urnes

En Inde, le premier ministre sortant Narendra Modi (BJP) remporte en mai 2019 les élections législatives face au parti du Congrès. La campagne électorale a été très marquée par un discours nationaliste dans le contexte de recrudescence des tensions au Cachemire. Modi a promis l'établissement d'un revenu minimal pour les plus pauvres, dans un pays qui est certes « la plus grande démocratie du monde », mais aussi un pays marqué par une pauvreté de masse. Sa victoire est très nette, comme en 2014. Les élections européennes de mai 2019 permettent le renouvellement du Parlement, qui sera effectif à l'été 2019. En France le taux de participation est plus élevé qu'attendu (supérieur à 50%) et que celui des précédentes élections législatives européennes (2014). Les Français enverront à Bruxelles des représentants issus de six partis (Rassemblement national, LREM, les écologistes, Les Républicains, la liste socialiste et la France insoumise). Plusieurs faits sont tout à fait remarquables : le Rassemblement national est arrivé en tête du scrutin avec un programme contre l'Europe fédérale et pour l'Europe des nations (il est souverainiste), devançant la liste de l'actuel pouvoir (LREM). Les « partis de gouvernement » (socialiste et républicain) ont enregistré des scores des plus modestes, à eux deux ils ne rassemblent que 15% des voix. Il s'agit d'une terrible sanction électorale que l'on retrouve, à différents degrés, au niveau européen. On observe, de façon tendancielle, une augmentation du score des écologistes comme de celui des forces populistes de droite ou de gauche. Les socialistes et les conservateurs n'ont plus désormais à eux deux la majorité au Parlement européen. De nouvelles alliances devront se tisser. Les conservateurs du PPE (où siègent les élus LR) restent les mieux représentés devant les sociaux-démocrates (où siègent les élus socialistes) et les libéraux (auxquels appartiennent les élus LREM). Le remplacement de Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission européenne déchaîne les passions, toute la gouvernance européenne doit être renouvelée. Les députés britanniques – la liste du « *Leave* » a remporté les élections – siégeront jusqu'au Brexit... En Turquie, le président Erdogan annule courant mai 2019 le scrutin qui avait vu la victoire d'Ekrem Imamoglu, opposant au parti au pouvoir, l'AKP. C'est la deuxième mairie importante remportée par l'opposition, après celle de la capitale Ankara. Une nouvelle élection devrait se tenir à Istanbul à la fin du mois de juin. Les dérives autoritaires du président turc continuent, et inquiètent les Européens. Pourtant, la Turquie reste toujours officiellement candidate à l'UE. Un second referendum pour l'indépendance s'est tenu en mai 2019 en Nouvelle-Calédonie. Le « non » est de nouveau majoritaire, mais de peu. En Afrique du Sud, l'ANC du président Cyril Ramaphosa vient de remporter les dernières élections, dans une campagne dominée par la lutte contre la corruption. Les manifestations de rue continuent à Alger courant mai 2019. Les manifestants ne veulent pas des élections qui doivent se tenir le 4 juillet 2019.

Toujours la violence

Alors que la Chine investit des sommes conséquentes au Pakistan, en particulier à Gwadar (à l'Ouest de Karachi), une « perle » du collier chinois, plusieurs de ses ressortissants ont été tués en mai 2019, probablement assassinés par l'Armée de libération du Baloutchistan. Il s'agit d'une forme de résistance des autochtones face à une Chine perçue comme prédatrice, dans une région qui n'a jamais bien accepté son intégration au sein du Pakistan en 1947. En Égypte, un nouvel attentat a causé en mai 2019 la mort de plus d'une dizaine de touristes alors que le virage sécuritaire du pays est une évidence à la veille de la tenue de la Coupe d'Afrique des nations. Au Niger comme en Égypte, des soldats sont tués par des djihadistes. Deux soldats français du commando Hubert ont été tués en mai 2019 lors d'une intervention pour libérer deux otages français détenus au nord du Bénin. Un hommage national leur a été rendu. Le Sahel est devenu un espace où le djihadisme s'est développé de façon structurelle. Cet espace est couvert par l'opération Barkhane, appuyée par le G5 Sahel qui doit encore gagner en employabilité. Au Mozambique, plus d'une quinzaine de personnes ont été assassinées en mai 2019 par des djihadistes. Un attentat au colis piégé a fait plus d'une dizaine de blessés à Lyon.

Une recrudescence des tensions au Moyen-Orient

Dans le Golfe persique, des oléoducs et tankers saoudiens ont été la cible d'attaques, ce qui témoigne d'un regain de tension en mai 2019 dans cette région si importante sur l'échiquier des hydrocarbures mondiaux. Washington y voit la main de Téhéran, d'autant que les yéménites houthis (des chiites en guerre contre l'intervention armée menée par Riyad au Yémen) ont revendiqué l'attaque contre les oléoducs. Les États-Unis y ont renforcé leur présence militaire. L'Iran d'Hassan Rohani a tenu en mai 2019 un discours de fermeté, affirmant ne plus être tenu par certains engagements pris dans le cadre de l'accord sur le nucléaire conclu en 2015, sous l'administration Obama. Il s'agissait pour Téhéran de geler son programme nucléaire en échange d'une levée des sanctions économiques. Le régime iranien est aux abois, il a besoin d'un assouplissement des sanctions internationales.

Les États-Unis de Donald Trump

Les États-Unis affichent une croissance économique soutenue, à rebours des prévisions des économistes, de 3,2% au premier trimestre 2019, après une croissance de 3% en 2018 et 2,7 en 2017. Cette croissance économique est adossée à une inflation faible (environ 2%) : la conjoncture économique est plutôt favorable outre-Atlantique. Que cela plaise ou pas, D. Trump reste président des États-Unis. Il est temps de comprendre comment il change le monde. Voici pourquoi Diploweb publie sous la direction de Pierre Verluise : "*Géopolitique du monde de Trump. La stratégie du chaos ?*", via Amazon. Le président américain est en visite officielle au Japon, allié de Washington en Asie orientale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il a été reçu avec beaucoup d'égards en mai 2019 par le premier ministre Shinzo Abe mais aussi le tout nouvel empereur Naruhito. Tokyo espère et obtient, au moins pour l'instant, une grande fermeté de l'administration Trump vis-à-vis de la Corée du Nord (qui vient de lancer deux nouveaux missiles). Le Japon fait tout pour ne pas tomber sous les fourches caudines commerciales des États-Unis. Il essaie de jouer un rôle de médiateur international, en particulier sur le dossier iranien. Donald Trump annonce désormais ne pas vouloir renverser le pouvoir en place à Téhéran. Le secrétaire d'État Mike Pompeo a rencontré courant mai 2019 Vladimir Poutine à Sotchi. Des points de convergence existent concernant la lutte contre le terrorisme, mais les divergences sont nombreuses, à commencer sur le dossier vénézuélien ou celui des armes nucléaires de portée intermédiaire. Cette rencontre fait suite à une situation d'impasse, notamment expliquée par les soupçons d'ingérence russe dans la campagne présidentielle des États-Unis. Washington refuse de

signer un accord sur l'avenir de l'Arctique menacé par le réchauffement climatique. Les membres du Conseil de l'Arctique ne sont donc pas parvenus à un consensus sur un texte final pour protéger cette région particulièrement fragile et sensible aux effets du réchauffement. Les tensions entre Washington et Pékin s'exacerbent. Deux incidents ont opposé leur marine en mer de Chine méridionale, alors qu'un autre incident a eu lieu non loin de Taiwan, dont les États-Unis garantissent la sécurité.

Les nouvelles de l'Europe géographique

Le nouveau président ukrainien, Volodymyr Zelenski, a pour priorité affichée un cessez-le-feu dans la partie orientale de son pays toujours confrontée en mai 2019 à une guerre de « basse intensité » menée par les séparatistes du Donbass (aidés par Moscou). Ce conflit, la corruption endémique de la classe politique et les piètres conditions de vie de la population sont parmi les maux à traiter en priorité selon les termes du président. Les élites ukrainiennes seront-elle - enfin - à la hauteur de leurs responsabilités ? La Roumanie n'en a pas terminé avec les scandales de corruption. Liviu Dragnea, à la tête du parti social-démocrate (PSD) est rattrapé par les « affaires », qui sont monnaie courante dans le paysage politique du pays. Theresa May, premier ministre britannique, a été contrainte en mai 2019 à la démission sans avoir pu mettre en œuvre un Brexit décidé par referendum en juin 2016. Les électeurs du Royaume-Uni découvrent depuis 2016 la différence entre le principe de plaisir et le principe de réalité.

Un Venezuela aux abois

La descente aux enfers du Venezuela continue. En pleine crise politique, le caractère démocratique du régime de Nicolas Maduro ne fait même plus illusion et son pouvoir est contesté par un président auto-proclamé (Juan Guaido). Le marasme économique du pays se confirme, avec un PIB qui a été divisé par deux depuis 2014. L'hyperinflation ronge le pays, pour l'année 2018, la banque centrale vénézuélienne l'évalue à 130 000%, mais le FMI la place plutôt à 1 370 000% et la prévoit à dix millions pour 2019... un vrai naufrage. Le régime est encore soutenu en mai 2019 à bout de bras par Moscou, Pékin et la Havane. L'impasse politique demeure, le président Maduro préfère une politique répressive, son challenger Juan Guaido échoue dans sa quête du soutien de l'armée nationale pour conforter sa position et contraindre Nicolas Maduro au départ.

L'Afrique à l'heure de la réconciliation ?

Jonas Savimbi a eu droit en mai 2019 à des funérailles publiques, 17 années après sa mort, même si le personnage reste des plus contestés. L'ancien leader de l'Unita (soutenu par Prétoria et Washington) a été l'un des principaux protagonistes de la guerre civile qui a ravagé l'Angola jusqu'en 2002 et qui s'est terminée avec la victoire de José Eduardo Dos Santos, chef du mouvement marxiste MPLA soutenu par Moscou et les Cubains, et président de l'Angola jusqu'en 2017. Un geste de réconciliation nationale bienvenu dans un pays qui a tant souffert ?

Le temps des mégafusions...

Le patron de l'entreprise italienne Fiat (M. Agnelli détient 29% du capital Fiat-Chrysler Automobile, FCA) annonce en mai 2019 un possible rapprochement avec Renault. Un mariage entre égaux, 50-50. Ce géant produirait près de 9 millions de véhicules par an, et même 15 millions si on prend en compte la production de Nissan et Mitsubishi avec lesquels

Renault est lié. La direction de Renault annonce l'étude de cette proposition, alors que Nissan affiche sa circonspection. Actuellement, le groupe Fiat-Chrysler produit davantage de voitures que Renault, mais il est moins innovant, notamment pour les voitures électriques. Cette annonce surprend car Fiat-Chrysler travaillait sur un rapprochement avec une autre entreprise automobile française, PSA. D'autre part, à la suite de l'incarcération au Japon de Carlos Ghosn, qui vient de défrayer la chronique, le groupe Renault-Nissan est contraint d'envisager un probable rééquilibrage interne favorable à Nissan. Les pourparlers sont loin d'avoir abouti à un accord. General Electric (GE) vient d'annoncer un plan de licenciements d'environ 1 000 emplois à Belfort, cœur de l'entreprise Alstom. Cette décision passe d'autant plus mal que l'on se souvient des conditions dans lesquelles la branche énergie d'Alstom est tombée dans l'escarcelle de GE, ce que le journaliste économique Jean-Michel Quatrepoint a qualifié de « scandale d'État » dans son ouvrage, les États-Unis jouant de l'extraterritorialité de leur droit pour faire payer une très lourde amende au groupe français... Les fruits de ce mariage sont bien amers. Cela rappelle une autre « fusion entre égaux », celle entre le lunettier français Essilor et son homologue italien Luxottica qui débouche sur une crise majeure de gouvernance interne à ce géant.

L'espace, ligne de mire

Space X, d'Elon Musk, lance les soixante premiers satellites du projet de constellation Starlink. Ces microsattellites ne sont que l'avant-garde d'un projet qui en comptera finalement de plus de quatre mille, placés en orbite basse pour développer Internet haut débit à l'échelle de la planète. La firme Amazon annonce en mai 2019 son intérêt pour la Lune et entend créer un engin capable d'alunir.

Bonne nouvelle

Le Congo-Brazzaville, un pays riche de ses matières premières mais peuplé de Congolais pauvres, est criblé de dettes. Il a obtenu en mai 2019 une aide du FMI associée à une restructuration de la dette détenue par la Chine. C'est une mesure qui devrait apporter un certain soulagement au Congo, elle est aussi signe d'espoir pour tous les pays auxquels Pékin a tellement prêté qu'ils sont aujourd'hui dans une situation financière parfois intenable.

□ □ **THEME 2 - 2 : A Londres, Donald Trump se fait le chantre du Brexit**

Source, journal ou site Internet : Le Figaro

Date : 4 juin 2019

Auteur : Florentin Collomp, correspondant à Londres

Adressé par Elie Billaudaz

Célébrer la « meilleure alliance au monde » plutôt que leurs différences: au deuxième jour de la visite d'État controversée de Donald Trump au Royaume-Uni, les deux pays ont à peu près réussi à atteindre leur objectif. Mettre sous le tapis les sujets qui fâchent pour louer leurs valeurs communes. Particulièrement à la veille des célébrations du D-Day à Portsmouth, sur la côte anglaise, ce mercredi, et en Normandie, jeudi. Le rappel du courage de 130.000 « frères d'armes » en majorité américains et britanniques partis libérer l'Europe il y a 75 ans vaut bien de mettre ses différends de côté. Theresa May a emmené le président américain visiter l'état-major de guerre souterrain de Churchill, enfoui sous les ministères de Westminster. La reine lui a offert un exemplaire des Mémoires du chef de guerre britannique et la première ministre

une esquisse de la Charte de l'Atlantique qu'il a signée avec Roosevelt pour poser les principes d'un monde «meilleur» pour l'après-guerre. On ne saurait trop insister sur les vertus du multilatéralisme, louées aussi par la reine Elizabeth la veille dans son discours lors d'un banquet. Theresa May n'a pas hésité pourtant à citer les «différences d'approches» sur un certain nombre de sujets, comme l'Iran, même si les deux dirigeants partageraient le «même objectif» d'empêcher la prolifération nucléaire. Elle a rappelé au président son attachement à la lutte contre le changement climatique dans le cadre des accords de Paris. Et la nécessité de répondre ensemble aux menaces commerciales de la Chine. À cet égard, Donald Trump a minimisé de son côté l'un des principaux sujets de discorde du moment sur Huawei, le géant chinois des télécoms que les Britanniques pourraient autoriser à participer à la construction de leur réseau 5G contre l'avis de Washington. «Nous allons nous mettre d'accord et outrepasser nos différences», a-t-il promis. Il a balayé d'un revers de la main les menaces de son Administration de restreindre le partage d'informations confidentielles avec son allié.

Manifestations

Les deux pays confirment leur volonté de négocier un accord de libre-échange post-Brexit ambitieux - «énorme» - selon Trump. Il y voit matière à doubler ou tripler le volume des échanges bilatéraux. Il pense que le Brexit «sera très bon pour le pays» et doit être mis en œuvre. Il veut que tout soit sur la table, y compris la libéralisation du service public de santé, un sujet explosif pour les Britanniques. Theresa May a beau assurer que ce sera au cœur des négociations, cela incombera à son successeur, vu qu'elle ne sera plus là dans deux mois. L'intérêt de Trump pour le feuilleton de la sélection du prochain occupant de Downing Street ne se dément pas. Il a eu un échange téléphonique avec son «ami» Boris Johnson, qui a décliné une invitation du président américain à le rencontrer, trop occupé par sa campagne. Il «ferait du bon boulot», répète l'occupant de la Maison-Blanche. Un compliment qu'il a aussi décerné à Jeremy Hunt, actuel ministre britannique des Affaires étrangères, lui aussi candidat à la succession de May, qui l'accueillait dans le cadre grandiose du Foreign Office. Il a aussi demandé à rencontrer Michael Gove, grand rival de Boris Johnson, affirmant ne pas le connaître. «Est-ce qu'il ferait du bon boulot?», a-t-il demandé en plaisantant à Hunt. Cette seconde visite londonienne du président américain en moins d'un an s'installe dans une certaine routine. Les manifestants contre lui s'essouffent. Contre plusieurs centaines de milliers l'an dernier, ils n'étaient que quelques milliers, pour le principe, ce mardi à Trafalgar Square, devant Downing Street et le Parlement, à crier sous une pluie fine «Rentre chez toi!». Le président a surtout cru voir des «milliers de personnes agitant des drapeaux américains», avant d'apercevoir une «toute petite» manifestation hostile. Pour lui, ce n'était que «des fake news». Après avoir boudé le banquet d'État à Buckingham Palace, le chef de l'opposition travailliste Jeremy Corbyn était parmi les protestataires pour dénoncer le racisme, le traitement des réfugiés ou les positions sur le climat de Donald Trump. Ce dernier l'a toutefois pris en défaut en révélant que Corbyn lui avait demandé un rendez-vous. «Il a demandé à me rencontrer et je n'ai pas voulu le faire», a souligné le président, pour qui il incarne «une force négative». Il a en revanche accueilli à bras ouverts à la résidence américaine l'europhobe Nigel Farage, chef du Parti du Brexit. Après avoir abondamment critiqué sa stratégie sur le Brexit, Donald Trump a rendu hommage avec une certaine condescendance à la première ministre sortante. «Grande professionnelle», elle «mérite beaucoup de crédit» et s'est révélée «sans doute meilleure négociatrice que moi», a-t-il dit, sans que personne ne soit dupe. Il lui suggère même de «rester encore un peu» pour aborder ensemble les pourparlers commerciaux bilatéraux, malgré l'annonce de sa démission il y a dix jours. «Je suis une femme de parole», a rétorqué May, avec un sourire amer.

□□THEME 2 - 3 : La famille sunnite toujours aussi divisée : Doha a exprimé des réserves sur les sommets de La Mecque

Source, journal ou site Internet : L'Orient le Jour

Date : 4 juin 2019

Auteur : Caroline Hayek

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Comme une ambiance de lendemain de soirée... Le royaume wahhabite s'est-il félicité un peu trop vite du soutien quasi unanime de ses partenaires arabes face à l'Iran, après la tenue du sommet extraordinaire du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et de celui de la Ligue arabe à La Mecque vendredi ? Le Qatar est apparu dimanche soir comme le trublion de la fête, après que son ministre des Affaires étrangères Mohammad ben Abderrahmane al-Thani a exprimé « des réserves » sur les sommets de La Mecque, affirmant que son pays n'avait « pas été consulté » pour les communiqués finaux, dont des dispositions sont « contraires à la politique étrangère de Doha ». Un communiqué évoque un « Golfe unifié », mais est-ce possible « avec la poursuite du blocus du Qatar ? », s'est-il interrogé. Piqué au vif, le camp pro-Riyad a tourné en dérision hier le rejet qatari des conclusions en question. Dans un tweet, le ministre d'État saoudien aux Affaires étrangères, Adel al-Jubeir, a répliqué : « Les pays annoncent leurs positions et leurs réserves selon les coutumes pendant des sommets, et non pas après les réunions. » Le ministre d'État émirati aux Affaires étrangères, Anwar Gargash, a pour sa part accusé Doha d'être « faible » face à des « pressions » dont il n'a pas divulgué l'origine. « Il me semble que la participation et l'accord pendant les réunions, puis le retour en arrière sur ce qui a été décidé, sont le résultat de pressions sur le faible qui manque de souveraineté, de crédibilité ou a de mauvaises intentions », a-t-il affirmé. Doha a répondu présent à La Mecque, malgré sa mise au ban de ses pairs arabes depuis juin 2017 par l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte, qui l'accusent de soutenir des mouvements islamistes radicaux et de se rapprocher de l'Iran. Une première rencontre à un haut niveau depuis deux ans qui ne laissait toutefois guère entrevoir un dégel prochain. Un moment de tensions a d'ailleurs été capturé par la caméra lorsque l'émir du Koweït a initié une poignée de mains expéditive entre le Premier ministre qatari et le roi Salmane. Le roi bahreïni, présent lors de la scène, prend aussitôt la poudre d'escampette en tournant le dos au Qatar. Au même moment, Mohammad ben Salmane, alias MBS, situé en arrière-plan, se fige comme une statue.

Bagdad se détache

Cette scène n'est pas la seule qui a fait ombre au tableau. Ce n'est pas une mais trois invitations – le sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) a eu lieu samedi – qu'a lancées le royaume saoudien. Ces rencontres survenaient en pleine tension dans la région, exacerbée par les invectives échangées entre l'Iran et les États-Unis, ainsi que les sabotages de navires au large des Émirats arabes unis le 12 mai, puis les attaques au drone contre un oléoduc le 14 mai en Arabie saoudite, revendiquées par les rebelles au Yémen. L'occasion était trop belle pour Riyad qui cherche depuis des mois à resserrer les rangs dans le camp sunnite, et plus généralement dans le monde arabe. Si le royaume est sur la même fréquence que les Américains sur la question iranienne, il lui fallait rallier le plus d'États possible à son objectif numéro un. Il s'agissait également, à travers la rencontre de l'OCI, d'affirmer la position arabe sur la question palestinienne, avant la présentation d'un plan de

paix américain jugé favorable à Israël. Le choix du plus haut lieu saint musulman, La Mecque, comme cadre à ces rencontres était propice à éviter les bisbilles, notamment en fin de ramadan. Le ton est apparu plus virulent, le roi Salmane appelant à « user de tous les moyens » pour dissuader l'Iran, pays producteur de pétrole et membre de l'OPEP comme plusieurs autres pays du Golfe. Le communiqué final du sommet arabe a d'ailleurs consacré dix de ses onze points à dénoncer les « ingérences » de la République islamique, son « comportement menaçant », son soutien aux rebelles houthis et ses « menaces » contre le trafic maritime. Contrairement au Qatar, l'Irak, qui a des relations étroites avec l'Iran et dont la population est majoritairement chiite, s'est détaché du peloton en désapprouvant immédiatement ce texte. Mais un autre personnage est venu jeter un froid dans ce bal des obligés, par un comportement des plus étranges également saisi par la caméra et interprété par Riyad comme une violation du protocole cérémonial. Le Premier ministre pakistanais Imran Khan, venu saluer le roi Salmane, s'est adressé à son traducteur et s'est éclipsé avant même d'obtenir la réponse de son hôte. L'absence de l'autre prétendant au leadership du monde sunnite a également été remarquée. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, n'ayant pas fait le déplacement, la délégation de la Turquie a été conduite par le ministre des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu. Les relations diplomatiques entre Ankara et Riyad se sont tendues après le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi en octobre 2018 au consulat de son pays à Istanbul, conduit par des agents venus de Riyad. Une manière également de rappeler que ni le roi Salmane ni le prince héritier n'avaient assisté au précédent sommet de l'Organisation de la coopération islamique en mai 2018 à Istanbul, où la Turquie s'était présentée comme le fer de lance de la cause palestinienne.

3/ ARMEMENTS - INDUSTRIES – ECONOMIE

☐☐THEME 3 - 1 : Antitrust : Google de nouveau sur la sellette aux Etats-Unis

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 3 juin 2019

Auteur : La rédaction

Adressé par Elie Billaudaz

Législation : Au contraire de l'Europe, le régulateur du commerce américain avait blanchi Google en 2013 de toute violation des lois antitrust. Six ans plus tard, les autorités se préparent de nouveau à enquêter sur le géant de la recherche. Selon le Wall Street Journal, le ministère américain de la Justice se prépare à lancer une enquête antitrust à l'encontre de Google. En cause les pratiques de la firme dans la recherche, mais pas seulement. Un changement de taille est cependant à signaler par rapport à la précédente enquête antitrust ouverte contre Google. Plusieurs années auparavant, c'est en effet la Federal Trade Commission qui pilotait la procédure.

Le DoJ à la manœuvre, pas la FTC

Cette fois, c'est le Département de la Justice qui sera directement à la manœuvre. Avec potentiellement une toute autre conclusion que celle rendue en 2013. La FTC avait décidé à l'unanimité que Google ne violait aucune loi antitrust. La nouvelle enquête ne fait cependant que démarrer. La division antitrust du ministère de la Justice a ainsi "jeté les bases de l'enquête" au cours des dernières semaines, rapporte le WSJ. Et ni Google ni le ministère ne

font de commentaire à ce stade. Et si Google est de nouveau dans l'œil du cyclone, c'est sans doute car le sentiment à l'égard des géants des technologies a bien changé ces toutes dernières années. Facebook et Google ont été particulièrement pointés du doigt pour leurs pratiques en matière de gestion des données. Le démantèlement des GAFAM s'est en outre imposé dans le débat politique. En février 2018, le président Donald Trump avait signalé par le biais de son choix de leadership à la tête de la Federal Trade Commission qu'il était prêt à enquêter sur les grandes entreprises de technologie. Ces critiques depuis ont cependant surtout porté sur des soupçons de biais politiques et non des motifs concurrentiels. Le président américain avait d'ailleurs vertement attaqué la condamnation de Google en 2018 pour abus de position dominante par l'Europe. La Commission européenne a d'ailleurs sanctionné le géant à trois reprises, lui infligeant au total plusieurs milliards d'euros d'amende.

□ □ THEME 3 - 2 : 5 G : l'Institut Montaigne préconise de se passer de Huawei

Source, journal ou site Internet : les Echos

Date : 4 juin 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Dans une note, le think tank libéral estime que l'Europe devrait construire ses infrastructures 5G sans recourir au fournisseur chinois, autant pour la sécurité des réseaux que pour muscler sa propre industrie. C'est une note d'une dizaine de pages très documentée, dont « Les Echos » ont pu prendre connaissance. Elle est de la main de deux grands spécialistes de l'Asie, Mathieu Duchâtel et François Godement, pour le compte de l'Institut Montaigne. Les deux chercheurs n'y vont pas par quatre chemins. Concernant les futurs réseaux 5G européens, « l'impossibilité de Huawei de démontrer l'absence de liens étroits et ineffaçables avec le parti-Etat chinois rend nécessaire d'écarter cette entreprise des infrastructures à risque », écrivent-ils, tout en précisant que « tout le problème reste bien sûr d'en déterminer l'étendue », notamment car la présence du groupe chinois reste « un aiguillon concurrentiel unique » pour des opérateurs à la recherche d'économies Une entreprise hors norme

Si les auteurs arrivent à cette conclusion radicale, c'est après avoir longuement expliqué en quoi l'infrastructure 5G était différente des précédentes générations de réseaux mobiles et devait par conséquent être considérée comme critique. Mais aussi après avoir expliqué en quoi Huawei était un groupe pas comme les autres. « Pour nous qui travaillons sur la Chine depuis longtemps, Huawei a toujours été une entreprise hors norme, explique François Godement. Dès 2011, nous avons constaté qu'il s'agissait de la multinationale qui dépensait le plus en relations publiques à Bruxelles, toutes nationalités confondues. » Opacité sur l'actionnariat réel, subventionnement massif des banques étatiques chinoises, liens historiques avec l'armée, soupçons d'espionnage et soumission au cadre juridique chinois... La note de l'Institut Montaigne dresse un portrait pointilleux et sans concession du groupe de Shenzhen. Autant de raisons de se poser la question de son implication dans la construction des futurs réseaux mobiles.

Huawei ou la guerre froide des télécoms

L'Union européenne se coordonne face à Huawei Des champions européens A ce point de leur argumentaire, les chercheurs déplorent l'approche dispersée de l'Europe en la matière. Avec un constat général pour le Vieux Continent : « Le principe de précaution, qu'il porte sur la sécurité à terme ou sur l'indépendance industrielle, a été une considération secondaire ou inexistante pour la plupart des Etats et des opérateurs. » Leur note peut être lue comme un

signal d'alarme à destination des Etats membres. « Il faut le voir sous un angle positif, assure Mathieu Duchâtel. L'Europe a une infrastructure critique à construire, et - l'omniprésence de Huawei dans les médias a eu tendance à le faire oublier - les champions européens existent déjà.

THEME 3 - 3 : Exportations d'armes : Qatar, Belgique et Arabie saoudite, le top 3 des pays clients de la France

Source, journal ou site Internet : La Tribune

Date : 6 juin 2019

Auteur : Michel Cabirol

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Elie Billaudaz sur un article du Monde : « La France a vendu des armes pour 9,1 milliards d'euros en 2018 »

En 2018, la France a réalisé sa troisième meilleure performance depuis 20 ans en termes de ventes d'armes. Les prises de commande se sont élevées à plus de 9,1 milliards d'euros (9,118 milliards d'euros), en augmentation de 30% par rapport à 2017. Il est marqué par quelques contrats emblématiques à destination de la Belgique (véhicules blindés), du Qatar (Rafale et hélicoptères NH90), de l'Espagne (NH90) et de l'Arabie saoudite (patrouilleurs). Ce résultat s'explique en partie par la conclusion de grands contrats : six contrats d'un montant supérieur à 200 millions d'euros, dont cinq supérieurs à 500 millions d'euros. Soit un montant de 3,5 milliards d'euros, en hausse de près de 30% par rapport à 2017.

"Ces résultats sont obtenus dans un contexte de concurrence particulièrement vive avec la confirmation de la suprématie américaine et l'émergence de nouveaux grands exportateurs (Chine notamment)", a expliqué le ministère des Armées dans le rapport au Parlement sur les exportations d'armes.

Enfin, le montant des exportations françaises repose pour une large part sur un socle de contrats inférieurs à 200 millions d'euros, qui constitue la partie stable et récurrente de la performance des entreprises françaises à l'exportation. Ce socle d'un montant de près de 4 milliards d'euros apparaît, à l'instar de 2017, légèrement supérieur à la moyenne enregistrée ces dernières années. Ce bilan, qui consolide la place de la France dans le top 5 des vendeurs d'armes mondiaux, traduit également "l'orientation européenne prise par la politique d'exportation" de Paris, a fait valoir le ministère des Armées dans le rapport au Parlement sur les exportations d'armements. Ainsi, la part représentée par l'Europe a dépassé l'année dernière pour la première fois 25%. Mais est-ce un résultat exceptionnel ou

qui sera récurrent à l'avenir ?

Qatar, Belgique et Arabie Saoudite

Une large part de ce bilan 2018 repose sur les deux contrats majeurs à destination du Qatar (2,37 milliards d'euros au total) : la vente, par Leonardo Helicopters de 28 NH90 au Qatar - un contrat évalué à plus de 3 milliards d'euros, dont un peu plus de 1,5 milliard pour Airbus Helicopters - ainsi que l'entrée en vigueur du contrat pour 12 Rafale supplémentaires (1,1 milliard d'euros). L'affermissement, en 2017, de cette option au contrat de vente, en 2015,

des 24 premiers appareils illustre le crédit porté par le Qatar à la qualité des matériels français. Au deuxième rang, on trouve la Belgique avec un montant exceptionnel de 1,12 milliard d'euros. Bruxelles, qui n'avait jamais acheté pour plus de 50 millions d'euros d'armes à Paris depuis dix ans, a acheté à la France plus de 400 véhicules blindés (60 Jaquet et 382 Griffon) dans le cadre du programme belge CaMo (Capacité motorisée) pour un montant de 1,6 milliard d'euros (1,1 milliard pour la part française). Enfin, l'Arabie Saoudite complète le podium (949,3 millions). Dans le top 15, l'Espagne (583 millions d'euros) fait une entrée fracassante, Madrid n'ayant jamais acheté pour plus de 85 millions d'armes à la France. Viennent ensuite l'Inde (409,7 millions), la Thaïlande (321,9 millions), l'Égypte (287,4 millions), l'Argentine (272,3 millions), le Koweït (265,4 millions), les Émirats Arabes Unis (191,4 millions), l'Ouzbékistan (190 millions), les États-Unis (158,1 millions), l'Italie (115,1 millions), l'Indonésie (114 millions). et, enfin, le Royaume-Uni (111,7 millions).

Le Proche et Moyen-Orient, première région pour les armes françaises

Le Proche et le Moyen-Orient restent la première région d'exportation de la France, avec un peu plus de 50% des prises de commandes (contrats signés et entrés en vigueur), en recul toutefois de 10 points par rapport à 2017, a précisé le rapport. Les livraisons à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis restent très controversées en France en raison de l'implication de ces deux pays dans la guerre au Yémen. Le conflit a tué des dizaines de milliers de personnes depuis 2015, dont de nombreux civils, selon diverses organisations humanitaires. L'Arabie Saoudite est restée en 2018 un bon client de la France en matière d'armement avec des prises de commandes proches d'un milliard d'euros en 2018, loin devant les Émirats Arabes Unis (environ 200 millions). Elle n'est devancée seulement par le Qatar et la Belgique.

(Rappel : communiqué de la DICOD) Le rapport est disponible sur demande (117 pages)

Le gouvernement a remis au parlement le 1er juin le rapport annuel sur les exportations d'armement de la France. Exercice nécessaire et indispensable de transparence de la vie publique, l'édition 2019 se veut plus pédagogique, précise et accessible que les précédentes. Plus pédagogique, il revient dans le détail sur le fonctionnement des processus qui assurent le respect des engagements nationaux et internationaux tels que la CIEEMG (commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre), les refus de licences ou la mise en œuvre des embargos. Le recours à des études de cas et des focus thématiques aide à comprendre la manière dont les décisions sont prises par le gouvernement. L'édition 2019 fera l'objet d'une audition de la ministre des Armées devant la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale le 10 juillet prochain.

THEME 3 - 4 : Spatial : l'Europe et la France face à la nouvelle donne dans les lanceurs

Source, journal ou site Internet : La Tribune

Date : 6 juin 2019

Auteur : Michel Cabirol

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Le spatial, un enjeu crucial pour tous les pays

Cette stratégie permettra à l'Europe d'être mieux armée au moment où la compétition dans le domaine des lanceurs s'intensifiera dans les années à venir. Jeff Bezos, le PDG d'Amazon, compte ainsi dépenser environ 1 milliard de dollars par an de sa fortune personnelle pour développer le lanceur réutilisable New Glenn de la société Blue Origin qu'il a créée en 2000. Outre les principales puissances spatiales historiques (États-Unis, Chine, Russie, Europe, Japon et Inde, mais aussi Israël, Iran et les deux Corée) s'ajoutent désormais les ambitions de Singapour, du Brésil, de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis... En ayant réalisé plus de lancements orbitaux que les États-Unis en 2018, la Chine pourrait décrocher le titre de première puissance spatiale. Ce qui reste inenvisageable pour les États-Unis, qui ne sont pas prêts de rendre les armes. Du coup, la course à la technologie a de beaux jours devant elle, un remake de la Guerre froide.

Une dimension hautement politique

Comme l'a très bien analysé le député LREM et célèbre mathématicien Cédric Villani, *"il s'agit d'une question scientifique et technologique, mais aussi hautement politique, avec à la fois une question de souveraineté nationale, et un effet de levier de ces recherches scientifiques et technologiques sur l'économie"*. Tout est dit. À l'Europe et à la France de choisir de mettre le curseur là où il est le plus pertinent. Au-delà des enjeux commerciaux et technologiques non négligeables, la notion de souveraineté reste la plus importante. D'autant que l'Europe en a pris vraiment conscience ces dernières années en lançant le programme de - radionavigation par satellite Galileo, qui permettra aux Européens de s'émanciper du GPS américain et d'être indépendante des États-Unis. Galileo contribue à une Europe plus sûre et plus sécurisée et favorise également une Europe plus forte sur la scène mondiale.

Une Europe puissance ?

"La souveraineté d'accès à l'espace a un coût, qui doit être mieux partagé entre Européens", explique la ministre des Armées, Florence Parly, en réponse au rapport sur la politique des lanceurs spatiaux de la Cour des comptes. Les Européens ont besoin d'une "Europe puissance" pour préserver leurs savoir-faire, leurs emplois et leur indépendance. Cela a un prix. Notamment dans le spatial. Avec le pragmatisme qui les caractérise, les États-Unis l'ont depuis longtemps bien compris. Dans ce domaine, ils bénéficient d'un avantage concurrentiel majeur. Ils disposent du premier budget spatial civil mondial (celui de la Nasa est de 19,5 milliards de dollars en 2018, contre 5,6 milliards pour l'Agence spatiale européenne) et offrent aux industriels américains un marché captif soutenu par leur commande publique. Ce qui permet par exemple à SpaceX de proposer des prix très bas sur le marché commercial et de faire très mal à la concurrence, notamment européenne. *"Le succès de SpaceX est né de la rencontre entre le soutien financier public massif américain, à travers la commande publique, et la réussite de deux paris, industriel et technologique"* », explique la Cour des comptes dans son rapport sur la politique des lanceurs spatiaux. En 1974, la France et l'Europe, qui n'avaient pas encore de lanceur, demandent aux États-Unis de mettre sur orbite le premier satellite de télécoms réalisé sur le Vieux Continent, Symphonie. Washington accepte mais à une condition : interdiction de toute utilisation commerciale. L'Europe s'aperçoit brutalement qu'un lanceur est un vecteur de souveraineté, car, sans cela, elle est à la merci des pays qui détiennent l'accès à l'espace. En outre, cet intérêt stratégique est d'autant plus important pour la France qu'il existe de très fortes synergies entre le spatial civil et la dissuasion nucléaire, dans la mesure où ce sont les mêmes bureaux d'études et les mêmes usines qui produisent les lanceurs Ariane et les missiles balistiques.

Prévenir les abus de puissances tierces

"Si on abandonne les lanceurs, on va se retrouver dans une situation de dépendance intolérable au niveau européen : qu'est-ce qui empêchera nos amis chinois, russes ou américains, de nous concocter des tarifs exorbitants, afin de terminer de saboter notre industrie en la matière ?", s'interroge Cédric Villani. En outre, les lancements concernent à la fois les satellites institutionnels et commerciaux. Les premiers ne sont généralement pas ouverts à la concurrence. Car les interfaces techniques entre les lanceurs et les satellites sont telles que disposer d'un lanceur souverain constitue une protection contre le risque de voir une puissance tierce limiter l'usage d'un satellite ou capter ses données si on lui en confiait le lancement. C'est pourquoi en dépit des lacunes technologiques d'Ariane 6, un lanceur transitoire, l'Europe doit disposer d'un accès souverain à l'espace pour les lancements institutionnels. Sans oublier une stratégie de "BuyEuropeanAct" en la matière, à l'image des États-Unis. Or, c'est SpaceX qui devrait lancer cette année et l'année prochaine les trois satellites de reconnaissance radar SARah utilisés par l'armée allemande...

4/ Les forces armées- Air - Marine - Terre – Gendarmerie

□ □ THEME 4 - 1 : Le jour où je me suis engagé à l'école de santé des armées

Source, journal ou site Internet : defense.gouv.fr

Date 4 juin 2019

Auteur : DCSSA

Adressé par André Dulou

Jean-Noël rêve de devenir médecin depuis son enfance. Au Service de santé des armées (SSA), il a conjugué cette vocation avec son engagement pour la Nation. Bientôt médecin, il attend par-dessus tout d'aller sur le terrain. Portrait. Le lieutenant Jean-Noël, 26 ans, achèvera en novembre prochain l'internat de médecine générale qu'il effectue au sein de l'HIA de Percy. Devenir médecin militaire est un choix qu'il revendique haut et fort.

Q : Quel est votre parcours ?

R : Je termine actuellement mon internat de médecine générale. Une expérience très enrichissante qui m'a permis d'exercer dans de nombreux services (rééducation, neurologie, hématologie, médecine interne, gastro-entérologie, urgences, etc.). Et d'effectuer une formation en unité comme, en 2018, au sein de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris. J'ai pu y pratiquer notamment la médecine du sport, auprès des pompiers eux-mêmes, et la médecine d'urgence en prenant en charge des personnes en soin préhospitalier en ambulance de réanimation. Avant mon internat, j'ai été étudiant à l'École de santé des armées (ESA) Lyon-Bron, pendant mes six premières années.

Q : Pourquoi avoir choisi de faire médecine dans l'armée ?

R : Je ne suis pas issu d'une famille de militaires ni de médecins. Mais j'ai toujours voulu être médecin, depuis l'école primaire. En classe de seconde, lors d'un salon étudiant, j'ai découvert la médecine militaire. Cela m'a tout de suite intéressé. J'ai rencontré des médecins basés en Martinique, d'où je suis originaire, et je me suis renseigné sur Internet. La notion de

don de soi, de partage, de compagnonnage, la possibilité d'exercer une médecine très diversifiée (du sport, de l'urgence, tropicale, etc.), polyvalente, et de renouveler sa pratique tout au long de sa carrière, c'est tout cela qui m'a convaincu ! Sans oublier l'autonomie financière : les études à l'ESA sont prises en charge et l'on perçoit une rémunération, ce qui n'est pas négligeable.

Q : Comment êtes-vous entré au SSA ?

R : J'ai préparé le concours de l'ESA durant mon année de terminale. Cela m'a demandé un très fort investissement personnel, car les épreuves sont de haut niveau. Pour la petite histoire, j'ai passé l'écrit à Fort de France à 3 h du matin, car tout le monde doit le passer en même temps, que l'on soit en Métropole ou outre-mer. Lorsque l'on réussit le concours, on signe un contrat d'engagement de vingt-cinq ans. On est donc d'abord militaire avant d'être médecin ! Et d'ailleurs, l'ESA nous donne une formation militaire à la fois théorique, *via* notamment des conférences, et pratique : j'ai effectué un stage au 35^e régiment d'artillerie parachutiste de Tarbes et passé mon brevet de parachutiste !

Q : Le terrain ne vous fait pas peur ?

R : Mes sentiments mêlent appréhension et excitation. Le terrain est, par définition, et nous le savons, dangereux. Mais c'est pour soigner sur le terrain que j'ai choisi de devenir médecin militaire. Je suis en train de passer ma capacité en médecine d'urgence pour être préparé au mieux à intervenir sur les théâtres d'opérations extérieures. Car la mission de la médecine militaire est de préparer les soldats (validation de leurs aptitudes, cours de secourisme et d'éducation sanitaire, etc.), les soutenir en Opex et les accompagner au retour.

Q : Comment voyez-vous votre avenir ?

R : Fidèle à la devise de l'ESA Lyon-Bron (*Mari transve mare, pro patria et humanitate, hominibus semper prodesse*⁽¹⁾), j'irai où l'on aura besoin de moi et où je serai utile, cela fait partie de l'engagement que j'ai signé. Mais de préférence sur le terrain ! J'aimerais beaucoup, si possible, exercer au sein d'un régiment de parachutistes, car j'ai une préférence pour les bérets rouges !

.....
.....

Cet interview a été publié dans la revue UNEO - printemps 2019 - numéro 41 - p.20 et 21

(1) : Sur mer et au-delà des mers, pour la patrie et l'humanité, toujours au service des hommes.

☐☐THEME 4 - 2 : Visite du CEMAT et de la Minarm au 1^{er}

RHC et au RMT

Source, journal ou site Internet : defense.gouv.fr

Date :29 mai 2019

Auteur :ARMEE DE TERRE

Adressé par André Dulou

Le général d'armée Jean Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre, aux côtés de la ministre des armées, Florence Parly s'est rendu au **1^{er} régiment d'hélicoptère de combat** (1^{er} RHC) ainsi qu'au **régiment de marche du Tchad** (RMT) le 24 mai 2019. Lors de la visite des quartiers et de leurs infrastructures, l'objectif était d'apprécier les capacités actuelles d'entraînements opérationnelles des deux unités et de constater les mesures mises en place sur les conditions de vie des militaires. L'armée de Terre est engagée dans la mise en oeuvre de la LPM et de son important chapitre « à hauteur d'homme », qui vise à améliorer les conditions de vie des soldats et de leur famille.

□ □ THEME 4 - 3 : L'aéronautique navale mise à l'honneur

Source, journal ou site Internet : defense.gouv.fr

Date : 5 juin 2019

Auteur : marine nationale/ SIRPA Marine

Adressé par André Dulou

Le 4 juin 2019, le capitaine de vaisseau Éric d'Astorg, commandant la base aéronautique navale de Lanvéoc-Poulmic, a présidé une cérémonie de remise de lettre de reconnaissance et la médaille nationale du mérite maritime à la *Flottille 33F*.

La lettre de reconnaissance et la médaille de la fédération nationale du mérite maritime ont été remises au capitaine de frégate Jérôme Dubois, commandant la flottille *33F* par Monsieur Christian Wozniak, président de la section « Finistère ». "En 8 ans, la flottille *33F* a concouru à secourir 407 personnes lors de 556 opérations. Parmi toutes ces missions, certaines nous ont davantage marqué par leur caractère exceptionnel, conduites aux limites des capacités du *Caïman Marine* et de son équipage : Le sauvetage des 19 membres d'équipage du cargo *TK Bremen*, échoué en pleine tempête sur l'île de Groix; L'assistance au roulier *Modern Express* menaçant de s'échouer sur les côtes landaises, le sauvetage des skippers des voiliers *Novintus* et *Panache* dans une même nuit, et bien d'autres." a déclaré le capitaine de frégate Dubois. Cette cérémonie a récompensé une unité remarquable, vecteur privilégié des missions de service public de la Marine nationale. La compétence exceptionnelle de son personnel, son dévouement et la détermination de son équipage pour assurer les missions de secours ont été salués. Les équipages et les techniciens de la *33F* contribuent au sauvetage de plus de 90 vies chaque année. Au cours de cette cérémonie, le maître Antoine et la second-maître Élise se sont vus remettre leur certificat de plongeur d'hélicoptère, marquant l'aboutissement de plusieurs années de travail et de formation. Ces deux jeunes marins du ciel continueront à progresser dans leur métier d'origine, techniciens aéronautiques de formation initiale, tout en effectuant des opérations de plongée lors des nombreuses missions de la flottille. La second-maître Elise est la première femme certifiée plongeur hélicoptère dans la Marine nationale. Le capitaine de vaisseau Éric d'Astorg a enfin procédé à une remise de médailles et de témoignages de satisfaction à 13 marins de la *33F*, dont les médailles militaire, du courage et sauvetage, de la protection militaire du territoire, de la défense nationale. "Vous connaîtrez l'adrénaline de la mission et la satisfaction de concourir à sauver des vies, mais aussi la solitude au bout du câble au milieu des éléments déchaînés. Cultivez avec humilité votre polyvalence de technicien et de plongeur. Cette spécificité unique de l'aéronautique navale est exigeante, mais elle est source d'opportunités et de développement personnel" a souligné le capitaine de frégate Jérôme Dubois.

Retrouvez le parcours des deux plongeurs certifiés

Le maître Antoine s'est engagé en 2010 dans la Marine nationale en intégrant l'école de Maistrance. Il a suivi une formation de plongeur de bord pour ensuite se diriger vers les services techniques et logistiques des bases aéronautiques navales, en qualité de technicien aéronautique. Il a ensuite servi au CESSAN (Centre d'entraînement à la survie et au sauvetage de l'Aéronautique navale). Enfin, il a récemment intégré le secteur dépannage de la *Flottille 33F*. Pendant cette affectation, il a suivi le cours Plongeur d'hélicoptère et a obtenu avec rigueur et détermination son certificat. La second-maître Élise s'est engagée dans la Marine nationale en 2011 comme quartier-maître de la flotte. Après avoir été brevetée plongeur de bord, elle embarque sur le patrouilleur de haute mer *Commandant Bouan*. Elle obtient par la suite un brevet élémentaire « matelot de maintenance aéronautique » (MOMAINTAE). Elle gravit rapidement les échelons et obtient son Brevet d'Aptitude Technique (BAT) en tant que technicien aéronautique. Elle intègre la *Flottille 33F* après l'obtention de son BAT, où elle prépare, en parallèle de son métier de technicien aéronautique, le certificat de plongeur d'hélicoptère. Elle obtient son certificat de plongeur d'hélicoptère faisant d'elle la première femme plongeur d'hélicoptère de la Marine nationale.

Focus sur la Flottille 33 F

Composée d'hélicoptères *Caïman Marine*, elle est basée à Lanvéoc-Poulmic. Depuis 1983, la *33F* s'est illustrée sur des événements majeurs de secours maritime, d'assistance aux gens de mer et de protection des espaces maritimes français. En quelques chiffres, ce sont, en 1985, 172 personnes secourues après le passage de 2 vagues submersibles à Beauduc (Arles), en 1995, 12 naufragés récupérés dans une tempête lors de la 5^{ème} édition de la transat des Alizés, en 2011, 19 membres d'équipage du *TK Bremen* sauvés en pleine tempête, en 2016, l'acheminement d'une aussière de 700 kg sur le *Modern Express* à la dérive, en 2018, les skippers des voiliers *Xoro*, *Novintus*, *Panache* et en 2019, ceux du *Toledo Bay* sauvés dans des conditions extrêmes.

□ □ THEME 4 - 4 : Début de l'installation de la plate-forme d'essais à terre de la frégate de défense et d'intervention (FDI)

Source, journal ou site Internet : defense.gouv.fr

Date : 4 juin 2019

Auteur : DGA

Adressé par André Dulou

Le programme FDI (frégate de défense et d'intervention) vient de franchir une nouvelle étape avec l'installation du premier élément constitutif de la plate-forme d'évaluation à terre de ses senseurs et de son système de combat. L'embase du mât a été livrée et installée sur le site de Saint-Mandrier (Var) de DGA Techniques navales mi-mai 2019. Le colis de 8m x 8m x 7m et de 23 tonnes a transité par voie maritime entre Lorient et Toulon puis mis à terre au port du Canier et transféré ensuite par voie terrestre. Cette opération délicate s'est déroulée conformément aux prévisions grâce à une préparation millimétrée et une excellente collaboration entre tous les intervenants (Naval Group, établissement du service d'infrastructure de la défense de Toulon, Pôle Ecoles Méditerranée et DGA Techniques navales). L'arrivée du mât et celle du premier panneau du radar à panneaux plans SeaFire de Thales, programmées à l'été 2019, seront les prochaines étapes importantes. Les essais de

« bon fonctionnement » débiteront dès l'automne. Les essais radar se dérouleront tout au long de l'année 2020.

Le site d'expérimentation des systèmes de défense aérienne (SESDA)

Le SESDA de DGA Techniques navales est situé sur la presqu'île de Saint-Mandrier (Var). Il permet de qualifier le système de combat des nouveaux navires militaires avant son installation à bord. Le principe est celui du « bateau à terre ». Il s'agit de reproduire le pont d'un navire sur lequel sont installés des mâts et des senseurs réels (radars, antennes, systèmes optroniques) reliés au système de combat. L'espacement entre les mâts est identique à celui des mâts du navire. La compatibilité électromagnétique de l'ensemble de ces équipements peut ainsi être testée en grandeur réelle et dans une configuration similaire à celle du bord. L'objectif est de développer et tester le système de combat en s'affranchissant des contraintes liées à la disponibilité du navire sur lequel le système de combat doit être installé. L'installation permet de réaliser, rapidement et à moindre coût, les nombreux essais nécessaires pour identifier et corriger d'éventuels dysfonctionnements des nouveaux systèmes, avant leur déploiement à bord. La solution des essais sur « bateau à terre » permet d'allier souplesse des essais et vérification des exigences. Pour mener à bien ces essais la Direction générale de l'armement (DGA) demande le concours d'aéronefs et de navires de la DGA et des armées pour opérer selon des scénarios précis afin de recréer un environnement aéro-maritime représentatif des conditions opérationnelles et permettre la vérification de la tenue des exigences du système de combat. Ces essais sont menés tout au long du processus de développement du système de combat, de la phase d'intégration des senseurs jusqu'à la phase de qualification. Depuis 1969, la majorité des grands programmes navals ont utilisé le concept du « bateau à terre » pour le développement de leur système de combat : frégates "Aconit", "Cassard", porte-avions "Charles-de-Gaulle", frégates de défense aérienne Horizon, frégates multi-missions FREMM et désormais frégates de défense et d'intervention.

5/ ZONES DE CONFLITS

□ □ THEME 5 - 1 : Soudan : au moins soixante morts dans la répression de la contestation depuis lundi

Source, journal ou site Internet : Le Figaro

Date : 5 juin 2019

Auteur : avec AFP

Adressé par Elie Billaudaz

Soixante personnes sont mortes dans la répression de la contestation soudanaise depuis lundi, date de la dispersion, sur ordre du Conseil militaire, du sit-in devant le QG de l'armée à Khartoum, a annoncé mercredi le comité des médecins. Il s'agit du dernier bilan provisoire fourni par ce comité proche de la contestation. L'opération de dispersion de ce rassemblement emblématique de milliers de manifestants, qui réclamaient depuis des semaines le transfert du pouvoir aux civils, a été vivement condamnée à l'étranger, notamment par l'ONU, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Le comité des médecins soudanais accuse les « milices du conseil (militaire) (...) d'être responsables de ce massacre ». La contestation juge ainsi que les Forces de soutien rapide (RSF) sont les principaux auteurs de la dispersion par la force du sit-in devant le QG de l'armée lundi. Le mouvement a appelé à poursuivre la mobilisation et rejeté l'appel à des élections par les militaires au pouvoir. Le sit-in, dans le prolongement de la

contestation inédite déclenchée en décembre, avait débuté le 6 avril pour réclamer le départ du président Omar el-Béchir, destitué par l'armée cinq jours plus tard et remplacé par un Conseil militaire de transition. Le rassemblement s'est néanmoins poursuivi pour exiger le transfert du pouvoir aux civils.

[Autre article : Répression sanglante du régime contre les manifestants à Khartoum](#)

Source, journal ou site Internet : L'Orient le Jour

Date : 4 juin 2019

Auteur : Elie Saïkali

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Presque deux mois après la chute de Omar al-Bachir, l'armée soudanaise et des milices paramilitaires ont tiré à balles réelles sur la population, faisant plusieurs dizaines de morts. Le bras de fer que se livraient depuis deux semaines le mouvement soudanais de contestation sociale et la junte militaire, au pouvoir depuis près de deux mois, a conduit hier à une effusion de sang dans la capitale Khartoum et la ville jumelle d'Omdourman, en cette fin de mois de ramadan. Les forces soudanaises et des milices paramilitaires sont intervenues à l'aube contre des manifestants qui effectuaient pacifiquement un sit-in depuis plusieurs jours devant le quartier général de l'armée, dans le centre de Khartoum. Dans son dernier bilan, le Comité central des médecins, proche des manifestants, a fait état de « plus de trente morts » et de centaines de blessés. Le bilan pourrait toutefois s'alourdir. En réponse, l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), fer de lance du mouvement de contestation, qui s'est toujours montrée pacifique jusqu'à présent dans ses revendications, a annoncé dans un communiqué « l'arrêt de tout contact politique et des négociations » avec le Conseil militaire de transition, qui dirige le pays depuis la déposition de l'ancien président soudanais Omar al-Bachir, le 11 avril dernier, et appelé à « la grève et la désobéissance civile totale et indéfinie à compter d'aujourd'hui », à des « marches pacifiques et des cortèges dans les quartiers, les villes, les villages », et à « renverser le Conseil militaire ». « Nous n'avons pas dispersé le sit-in par la force », a affirmé le porte-parole du Conseil militaire, le général Chamseddine Kabbashi, à la chaîne de télévision Sky News Arabia, diffusée depuis les Émirats arabes unis. Les forces armées et des RSF (Forces de soutien rapide, sous la direction des services de renseignements soudanais) ont mené « une opération conjointe pour nettoyer certains sites » près du sit-in, a déclaré le Conseil militaire dans un communiqué publié en fin d'après-midi, pointant des « activités illégales » sur ces lieux. De nombreuses vidéos diffusées sur les réseaux sociaux et vérifiées par l'agence Reuters montrent toutefois des manifestants prendre la fuite, alors que des coups de feu retentissent. Le sit-in « est devenu une plaque tournante pour toutes sortes d'activités criminelles, un lieu dangereux, une menace (...) pour la sécurité nationale de l'État », avait déclaré Osman Hamid, un général de la milice des RSF, d'après des propos rapportés par le Sudan Tribune le 31 mai. « Nous, les forces de soutien rapide, en coordination avec d'autres forces de sécurité (...), sommes responsables de la restauration de la sécurité des citoyens (et mènerons) des procédures judiciaires pour mettre fin à ces violations et ce comportement », avait-il ajouté.

Entre appels au dialogue et condamnations

Les réactions internationales n'ont pas tardé à affluer. L'Égypte, voisine du Soudan, a appelé à une reprise du dialogue à Khartoum entre les représentants du mouvement de contestation et les militaires au pouvoir. Dans un communiqué, le ministère égyptien des Affaires étrangères

a jugé « important que toutes les parties soudanaises exercent la retenue et retournent à la table des négociations avec l'objectif de réaliser les aspirations du peuple soudanais ». Paris, Washington, ainsi que le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres ont de leur côté condamné la répression. Dans un communiqué, la haut-commissaire de l'ONU aux Droits de l'homme Michelle Bachelet a quant à elle exhorté les autorités soudanaises à « mettre fin immédiatement à ces attaques et à garantir à tous un accès sûr et sans entrave aux soins médicaux ». « L'expérience de la région nous a appris qu'une transition ordonnée et préservant l'État et ses institutions est le seul moyen d'éviter des années de chaos et de déperdition », a tweeté quant à lui le ministre émirati des Affaires étrangères, Anwar Gargach.

Pression des pays du Golfe

« Ceux que l'on observe à Khartoum, ce ne sont pas les militaires seuls, mais des milices paramilitaires qui ont servi au Darfour et au Yémen, et qui sont pour la majorité d'entre elles originaires du Darfour », explique Roland Marchal, spécialiste de l'Afrique subsaharienne au CERI de Sciences Po, contacté par L'Orient-Le Jour. Ces milices, mais également le Conseil militaire, sont par ailleurs soutenues par les pays du Golfe, notamment les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Le chef du Conseil militaire au pouvoir au Soudan, le général Abdel Fattah el-Burhane, s'est récemment rendu en Égypte, aux Émirats et en Arabie. Les trois pays lui ont affiché leur soutien ainsi que de gros financements. Le général Mohammad Hamdane Dagalo, chef des RSF, est également un allié de Riyad et d'Abou Dhabi, dont il a soutenu l'intervention au Yémen. « Les milices que l'on a pu observer hier sont le plus souvent des trafiquants et des mercenaires, et sont aujourd'hui dans Khartoum avec un armement colossal fourni par les pays du Golfe, avec pour mission d'écraser l'opposition », explique pour sa part Marc-Étienne Lavergne, géopolitologue, spécialiste du Moyen-Orient et de la Corne de l'Afrique et directeur de recherche au CNRS. « Ce ne sont plus seulement les mercenaires d'un gouvernement soudanais, ils sont aux ordres des pays du Golfe », ajoute-t-il. Par ailleurs, si les manifestations se poursuivent, les risques de répression et de violences pourraient redoubler, d'autant qu'« il n'y a plus de levier de la part des représentants du mouvement contre l'armée car ici, ce sont les fusils qui parlent », conclut Marc-Étienne Lavergne

[THEME 5 - 2 : Afghanistan : disparition d'une quinzaine de militants pour la paix](#)

Source, journal ou site Internet : RFI

Date 5 juin 2019

Auteur : Sonia Ghezali

Adressé par André Dulou

Les membres du Mouvement du peuple pour la paix ont été enlevés il y a quatre jours par des talibans alors qu'ils poursuivaient une marche, dans le sud du pays, entamée il y a plus d'une semaine pour rencontrer les insurgés pour leur faire part de leur profond désir de paix. Un enlèvement qui intervient à quelques jours du 7e round de pourparlers de paix entre les États-Unis et les représentants talibans à Doha au Qatar. Les téléphones des marcheurs sont éteints. Impossible de les joindre depuis dimanche. Les militants du Mouvement du peuple pour la paix restés à LashkarhGah, la capitale provinciale du Helmand, dans le sud de l'Afghanistan, sont très inquiets. Le 27 mai dernier, 30 membres du mouvement pacifiste ont entamé une

marche pour rejoindre Musa Qala, sous contrôle taliban, afin de transmettre un message de paix aux insurgés et tenter de les convaincre d'accepter un processus de paix.

Interceptés par les talibans

Sur leurs parcours de 130 kilomètres, ils ont été interceptés par des talibans qui ont forcé 15 d'entre eux à monter à bord de leurs véhicules, ne laissant libres que les plus âgés des marcheurs. Ont-ils été enlevés ? Sont-ils en train de négocier ? Aucune réponse des talibans. Des insurgés ont posté sur les réseaux sociaux des photos de certains marcheurs à leurs côtés affirmant qu'ils allaient bien. Mais ne donnant aucun autre détail. Le porte-parole des talibans, lui, dit n'avoir aucune information sur le sujet. Une réaction loin d'être rassurante pour les membres du Mouvement du peuple pour la paix et leurs proches. L'année dernière, des marcheurs avaient réussi à rencontrer de talibans dans leurs provinces d'Afghanistan. Ces derniers les avaient accusés de jouer le rôle de missionnaires pour les étrangers.

THEME 5 - 3 : Egypte : huit policiers tués dans une attaque contre un barrage au Nord-Sinaï

Source, journal ou site Internet : Le Point Afrique

Date : 5 juin 2019

Auteur : AFP

Huit policiers égyptiens ont été tués mercredi dans l'attaque d'un checkpoint dans le Nord-Sinaï, où les forces de sécurité affrontent depuis plusieurs années une branche locale du groupe Etat islamique (EI). L'attaque, qui a visé un barrage militaire à l'ouest d'Al-Arich, chef-lieu du Nord-Sinaï, "a fait huit martyrs parmi les forces de police", a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué. Cinq "éléments terroristes" ont également été tués et certains ont pris la fuite, a ajouté ce ministère, précisant que les forces de sécurité suivaient "leurs mouvements". D'après une source de sécurité, deux des cinq assaillants avaient réussi à prendre le contrôle de deux chars de la police avant d'être abattus, l'un par des tirs en provenance d'un avion militaire et l'autre par les forces de sécurité au sol. L'attaque n'a pas été revendiquée dans l'immédiat. Elle a eu lieu dans une région où les autorités soupçonnent l'EI de vouloir établir un nouveau fief après les revers du groupe ultraradical en Irak et en Syrie, et où elles ont lancé en février 2018 une vaste opération "antiterroriste". Le point de passage militaire visé est "encerclé par l'armée et la police" et des renforts y ont été déployés, selon la source de sécurité. Trois membres d'une force sous l'autorité du ministère de l'Intérieur ont également été blessés dans l'attaque et ont été hospitalisés, a rapporté une source médicale. La télévision d'Etat a un temps indiqué que plusieurs points de contrôle pourraient avoir été attaqués et que le bilan pouvait grossir.

Insurrection

Actifs depuis plusieurs années dans le Nord-Sinaï, les jihadistes sont passés d'attaques sporadiques à une véritable insurrection après la destitution par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi en 2013. Depuis, des centaines de soldats et policiers ont été tués dans des attaques attribuées à des jihadistes. L'armée annonce régulièrement la mort de jihadistes présumés sans donner de détails. Au total, environ 650 d'entre eux ont été tués, ainsi que près d'une cinquantaine de militaires égyptiens, depuis février 2018, selon les chiffres officiels. Aucun bilan de source indépendante n'est disponible. Le Nord-Sinaï est bouclé par l'armée, la presse indépendante n'étant autorisée à y accéder que lors de rares visites organisées par les autorités. Avec la perte par l'EI de l'intégralité de son "califat" en Irak et en

Syrie en début d'année, l'Egypte soupçonne le principal groupe jihadiste actif dans la région, "Ansar Beit al-Maqdis", de vouloir établir un nouveau fief dans le Sinaï. Il n'existe pas de chiffres fiables, mais de nombreux experts estiment le nombre actuel de combattants à un millier. "Ansar Beit al-Maqdis" était lié à Al-Qaïda avant de devenir la "Province du Sinaï" de l'EI, lorsqu'il a prêté allégeance à cette organisation ultraradicale en 2014.

Image de stabilité

Ces dernières années, les attentats se sont multipliés contre les forces de sécurité, mais aussi les civils, notamment les chrétiens, tuant des centaines de personnes. Certains attentats sont menés de manière anonyme, comme ce fut le cas de l'attaque la plus meurtrière de l'histoire récente de l'Egypte ayant tué plus de 300 fidèles d'une mosquée du Sinaï fin 2017 et qui n'a pas été revendiquée. L'attaque de mercredi a eu lieu au début de la fête musulmane du Fitr, marquant la fin du mois de jeûne du ramadan, célébrée mercredi en Egypte. Elle survient également à deux semaines du coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN/21 juin-19 juillet) en Egypte, pays qui entend démontrer à cette occasion qu'il est de nouveau sûr après des années d'instabilité. Un attentat qui s'est déroulé le 19 mai à proximité des pyramides de Guizeh (sud-ouest du Caire), un des hauts lieux du tourisme égyptien, a fait une vingtaine de blessés, dont des touristes sud-africains. Il n'a pas été revendiqué. Frontalière de la bande de Gaza, la région du Nord-Sinaï est défavorisée et essentiellement peuplée de familles bédouines dont les relations avec le pouvoir central sont historiquement tendues.

□ □ THEME 5 - 4 : RCA : un nouveau groupe armée voit le jour dans le sud

Source, journal ou site Internet : RFI

Date : 5 juin 2019

Auteur :

Adressé par André Dulou

Nouvelle scission au sein d'un groupe armé centrafricain. Cette fois-ci, il s'agit du RPRC, le Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique issu des ex-Séléka qui ont dirigé ce pays en 2013. Cette nouvelle scission a été annoncée il y a quelques jours par un communiqué de presse, écrit et signé à la main par quelque 80 officiers du RPRC. Mais il y a encore beaucoup de zones d'ombre autour de ce qui se passe dans le sud du pays. Combien d'hommes, sur les centaines que compte le RPRC, ont rallié le nouveau groupe armé ? Personne ne peut le dire avec exactitude. Mais les spécialistes notent la présence de nombreuses figures de ce mouvement parmi les dizaines d'officiers frondeurs. Il y a notamment celui qui est présenté comme leur leader, NourGregaza, un ancien ministre réputé proche de l'ancien président Michel Djotodia. A ses côtés, une autre figure très connue dans le pays, Aubin Issa Issaka, chef d'état-major de l'armée toujours sous la présidence Djotodia, dont il est réputé très proche également. Si ce mouvement est né dans la ville natale de l'ancien président, jusqu'ici rien n'est pour autant venu le relier à ce qui se passe au sein de ce groupe armé.

Des « *bandits de grand chemin* »

Les dirigeants du PRNC qui vient d'être créé par les frondeurs n'ont pas encore expliqué les raisons de cette scission. L'un des généraux, joint par téléphone, dénonce le fait que « *l'accord de paix de Khartoum n'a bénéficié jusqu'ici qu'au gouvernement et à quelques chefs rebelles, et non au peuple centrafricain.* » De son côté, le leader du RPRC et actuel ministre de l'Énergie, GotranDjonoAhaba, botte en touche. « *Nous sommes en train de travailler à une*

solution à cette crise », assure-t-il. Le porte-parole du gouvernement Ange Maxime Kazagui rappelle lui qu'il n'y a que 14 groupes armés reconnus et signataires d'un accord de paix en Centrafrique. Il considère les autres mouvements comme des « *bandits de grand chemin* ».

6/ RENSEIGNEMENTS ET MENACES :

□ □ THEME 6 - 1 : IA : une course à l'armement pour dominer le monde

Source, journal ou site Internet : La Tribune

Date : 3 juin 2019

Auteur : Michel Cabirol

Adressé par Jean-Claude Tourneuret Elie Billaudaz

"Celui qui deviendra leader en ce domaine sera le maître du monde", affirme le président de la Russie, Vladimir Poutine. De quoi parle-t-on ? De deux lettres, qui fascinent autant qu'elles font peur, l'IA. Elon Musk, le patron de SpaceX et Tesla, affirme d'ailleurs que l'IA est plus dangereuse que l'arme nucléaire. Mais voilà, le monde est déjà entraîné dans la guerre du futur avec l'émergence de l'IA en général, et, en particulier dans la défense. Et beaucoup plus qu'on ne peut le penser. *"Le développement de l'intelligence artificielle est désormais un lieu de compétition stratégique, une course à la puissance technologique, économique mais aussi militaire"*, a expliqué début avril la ministre des armées, Florence Parly. Washington et Pékin sont en train de se livrer à une véritable course à l'armement, qui structurera le paysage de l'IA militaire dans les années à venir. *"La Chine doit être le pays le plus avancé au monde pour ce qui concerne la théorie fondamentale et les applications pratiques dans le domaine de l'IA"*, assure Jean-Christophe Noël, chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (Ifri) dans le numéro de mai de la *Revue Défense nationale (RDN)* consacré à l'IA. La reconnaissance faciale est déjà utilisée en Chine pour identifier les personnes dont le comportement déroge avec les règles imposées par les autorités et le Parti. Et cette course, qui s'accélère, reproduit, soixante-dix ans plus tard, ce qu'a été la course à l'armement nucléaire. D'autant que les Américains semblent aujourd'hui *"effrayés par ce volontarisme chinois, craignant que leur supériorité militaire s'érode lentement"*, écrit Jean-Christophe Noël. Derrière ce duo, la Russie ne se maintient que sur certaines briques technologiques.

Et la France ?

Que fait la France pour éviter le déclassement ? *"Dans cette course à l'investissement, il est illusoire pour la France et l'Europe de penser rattraper les champions mondiaux que sont les États-Unis et la Chine"*, explique dans la *RDN*, le directeur de l'Agence pour l'innovation de défense, Emmanuel Chiva. Loin derrière, la France participe à l'aune de ses moyens à cette compétition en jouant sur ses quelques points forts (explicabilité, vulnérabilité), notamment en s'appuyant sur sa longue tradition scientifique et d'ingénierie avec des chercheurs mondialement reconnus comme Yann Le Cun, qui vient de recevoir le prestigieux prix Turing. *"Nous ne pouvons pas prendre le risque de manquer ce virage technologique. Tout se joue donc maintenant"*, estime Florence Parly. Mais d'un point de vue technologique, la France est clairement subordonnée à des entreprises étrangères, notamment les Gafam (infrastructures notamment). De façon concrète, le ministère des

Armées va investir 100 millions d'euros par an de 2019 à 2025 dans l'IA. Et c'est en réalité bien plus si l'on compte tous les systèmes de défense qui seront irrigués par l'IA : cet effort touche tous les programmes d'armement, du Rafale au Scorpion, du spatial au combat naval collaboratif. D'ici à 2023, la cellule de coordination consacrée à l'IA pourra s'appuyer sur un réseau de 200 spécialistes, dont une centaine à Bruz (Ille-et-Vilaine) au sein du centre technique Maîtrise de l'information de la Direction générale de l'armement (DGA). C'est peu, trop peu, mais la France sera un partenaire de second ordre capable de jouer les premiers rôles dans certaines briques technologiques.

Une technologie déjà indispensable

Pour autant, comme le précise Florence Parly, *"L'IA reste une technologie très jeune, et la faible maturité de certaines approches ne permet pas aujourd'hui de les utiliser dans des applications critiques, qui sont à forts enjeux"*. Ainsi, les algorithmes de détection d'objets sur l'imagerie satellitaire actuelle ne permettent pas encore de distinguer un pick-up armé d'un pick-up civil. *"Le problème ne peut pas être résolu par la force du calcul"*, explique la Direction du renseignement militaire (DRM) dans la *RDN*. Si aujourd'hui, on peut en conclure que l'IA génère encore plus d'incertitudes et de questionnements que d'affirmations, cela ne sera pas toujours le cas. Car *"c'est une technologie stratégique, indispensable pour garantir notre supériorité opérationnelle"*, rappelle la ministre. Pour quelles applications ? *"Les opportunités d'usage pour la défense sont nombreuses. L'IA est capable d'assister la prise de décision, de la rendre plus rapide, plus éclairée et plus sûre"*, explique dans la *RDN* le mathématicien et député LREM, Cédric Villani, auteur d'un rapport sur l'intelligence artificielle à la demande d'Emmanuel Macron. Outre l'aide à la décision et à la planification, l'IA va rendre de nombreux services au renseignement. Elle va booster les outils de recherche de données *« dans des proportions incommensurables »*, selon Florence Parly. En outre, le combat collaboratif bénéficiera de la puissance de l'IA, ce qui renforcera les capacités opérationnelles de systèmes de défense à l'intérieur d'une même bulle tactique. Ce sera vrai pour les avions, les chars de combat, les navires de guerre et les drones, qui pourront communiquer et mener des actions communes. Via la robotique, l'IA pourra soulager les militaires de tâches répétitives ou dangereuses. Ce qui renforcera leur efficacité et les protégera sur le terrain. Dès 2020, le système de lutte antimines du futur (SLAMF) mettra au point des essais de robots sous-marins qui procéderont au déminage. Ce qui permettra aux marins de se tenir à distance du danger. Dans l'armée de terre, des robots peuvent d'ores et déjà porter des charges lourdes ou évacuer les blessés.

Un atout pour une maintenance efficiente

L'IA sera également déterminante dans le cyberspace pour se protéger des cyberattaques qui seront dans le futur en mode « haute fréquence ». Et pour les contrer, seule une machine armée d'une IA de compétition aura le tempo requis. Enfin, dans le domaine de la logistique et de la maintenance, l'IA permettra plus d'efficacité. La ministre a demandé à la marine nationale de lancer une expérimentation de maintenance prédictive sur les moteurs de certaines frégates et à l'armée de l'air, qui travaille déjà sur de la maintenance prédictive pour les Rafale, de lancer un projet identique sur la flotte des avions tactiques C130J, en coopération avec le Royaume-Uni et les États-Unis. Ainsi, *"le traitement de l'évolution de certaines données physiques comme la pression, la température ou le nombre précis de rotation par seconde d'éléments mobiles sur les moteurs est une aide pour prévoir les pannes"*, explique Jean-Christophe Noël. La mise en place d'algorithmes par les compagnies aériennes capables d'analyser ces données a déjà entraîné des économies substantielles : la

gestion du parc d'avions a été améliorée, des annulations de vol ont été évitées, limitant les effets préjudiciables en termes d'image et de finance. Dans le domaine de la logistique, les grands stocks peuvent être mieux gérés en classant les marchandises en fonction des impératifs du marché, selon des catégories spécifiques élaborées par une machine. Très clairement, une IA au service de l'homme. Mais pas que...

□□THEME 6 - 2 : Thaïlande : les militaires assurés de garder la pouvoir

Source, journal ou site Internet : Le Figaro

Date 5 juin 2019

Auteur : Julien Licourt

Adressé par Elie Billaudaz

Rien de mieux que fixer soi-même les règles du jeu lorsqu'on veut en garder le contrôle. Alors que le Parlement doit désigner mercredi le premier ministre, les militaires thaïlandais, au pouvoir depuis leur coup d'État de 2014, sont assurés de garder la main sur l'exécutif, malgré leur nombre inférieur de députés. Cela grâce aux subtiles règles instaurées par la Constitution qu'ils ont imposée. Le parti de la junte, le Palang Prachara, a ainsi obtenu 116 sièges de députés lors des élections de mars dernier, contre 136 au principal parti d'opposition, le Pheu Thai. Mais les militaires bénéficient du soutien des 250 sénateurs, nommés par leurs soins. Si bien qu'ils n'ont besoin que d'une dizaine d'alliés supplémentaires pour arriver à la majorité de 376 voix au Parlement.

Un nouvel opposant

Après deux mois de tractations, le Parti démocrate et le Bhumjaithai, forts chacun d'une cinquantaine de députés, ainsi que quelques formations minoritaires, ont assuré qu'ils apporteraient leurs suffrages à la candidature du général Prayut Chan-O-Cha, qui devrait donc, sauf coup de théâtre, rester premier ministre. Des alliances qui n'ont pas satisfait tout le monde: Abhisit Vejjajiva, figure du Parti démocrate et ancien premier ministre, a démissionné de son poste de parlementaire, refusant d'apporter sa caution aux militaires. La barre des 376 est inatteignable pour l'opposition, constituée de sept formations politiques : au total, elle ne parvient qu'à réunir que 245 voix. Les opposants sont menés par Thanathorn Juangroongruangkit, chef du Parti du nouvel avenir, jeune millionnaire, qui avait créé la surprise aux élections, séduisant notamment les jeunes et décrochant 80 députés, représentant ainsi la troisième force politique du pays. Thanathorn Juangroongruangkit se positionne depuis comme la principale figure de l'opposition. «La chose la plus importante, c'est de rétablir la démocratie en Thaïlande... Et d'empêcher Prayut de revenir comme premier ministre», a-t-il ainsi lancé. Ses députés se sont également faits remarquer lors de la première session du Parlement, faisant le signe des trois doigts, issu du film *Hunger games*, et devenu le symbole des opposants à la dictature.

□□THEME 6 - 3 : Denis Mukwege ouvre le Forum mondial pour la paix par un discours alarmiste

Source, journal ou site Internet : Le Monde

Date : 5 juin 2019

Auteur : Annick Cojean

Adressé par Elie Billaudaz

Le médecin congolais, prix Nobel de la paix 2018, a lancé à Caen, à la veille des commémorations du Débarquement, un vibrant appel à renforcer les démocraties. C'est par un discours puissant et alarmiste que le docteur congolais Denis Mukwege, prix Nobel de la paix 2018, a ouvert le Forum mondial sur la paix organisé à Caen, mardi 4 juin, par la région Normandie à la veille des célébrations du 75^e anniversaire du Débarquement. Un discours dont la gravité a teinté l'ensemble des débats qui ont suivi et dont les idées se retrouvent dans un *Manifeste pour la paix*, co-rédigé par quatre Nobel exceptionnellement réunis à Caen (M.Mukwege, l'Américaine Jody Williams, l'Égyptien Mohammed ElBaradei et la Libérienne LeymahGbowee) et désormais proposé à la signature dans le monde entier. Evoquant les millions de morts de la seconde guerre mondiale et l'injonction du « *plus jamais ça* » qui a notamment abouti à la création de l'Union européenne devenue « *le modèle d'intégration régional le plus avancé et le plus envié du monde* », Denis Mukwege note que « *le multilatéralisme est aujourd'hui mis à rude épreuve par la tentation du repli. Avec le Brexit et les résultats des dernières élections européennes, nous constatons que les acquis si chèrement gagnés sont menacés. Ce qui semblait solide apparaît désormais comme fragile.* »

Sur les plages, des soldats aux migrants

Et d'insister, alors même que ce forum était organisé sous le slogan « *Faiseurs de paix* » : « *Avec effroi, nous assistons en ce début du 21^e siècle à une régression face à nos droits, à nos libertés fondamentales... L'autre, l'étranger, celle ou celui qui est différent, sont pointés du doigt comme étant la source des problèmes. Les paroles de haine mènent à des actes d'agressions racistes et sexistes. Les idées extrémistes tendent à se banaliser dans la société et dans le discours politique de nombreux pays, au point d'être parfois reprises par les partis démocratiques.* » Le docteur fait alors un parallèle entre les soldats débarquant en 1944 sur les plages normandes pour sauver l'Europe afin qu'elle regagne « *paix et liberté* » et les corps retrouvés aujourd'hui sur d'autres plages, cadavres de migrants ayant fui la misère et la violence pour rechercher en Europe cette paix et cette liberté si précieuses. « *Ce sang versé par les combattants étrangers, morts sur le sol européen, doit appeler à plus de solidarité et de fraternité entre des peuples d'horizons différents.* » Encore faudrait-il éviter que l'Europe et le monde occidental ne soient les seuls oasis de paix et de prospérité. Encore faudrait-il créer les conditions nécessaires pour éviter à la source les guerres et les injustices qui acculent réfugiés et migrants à vouloir survivre ailleurs. « *En diminuant cette pression migratoire, nous briserons le narratif qui fait monter le populisme et ses politiques de rejet et d'exclusion dans les pays les plus privilégiés.* » Un impératif d'autant plus criant que « *les prochaines vagues migratoires seront liées au changement climatique qui nous affectera tous* ».

« Il n'y aura de paix durable sans la participation des femmes »

Il est urgent, dit le médecin, d'ouvrir les yeux et de sortir de « *cet état d'anesthésie dans lequel nous semblons plonger sans réagir* ». L'évocation de la situation désastreuse du Congo englué dans « *un conflit basement économique dont l'objet est l'accaparement des ressources minières nécessaires notamment aux téléphones mobiles* », lui permet d'évoquer les souffrances des femmes, premières victimes de la violence décidée par les hommes, mais capables, insiste-t-il, de transformer leur souffrance en pouvoir. « *Mieux que quiconque, les femmes savent ce qui est bon et nécessaire pour leurs enfants et pour le bien-être de leur*

communauté. La société ne peut plus se permettre d'exclure des tables de négociations la moitié des voix de l'humanité. Elles doivent être pleinement associées au partenariat pour la gestion des crises et la résolution des conflits car il n'y aura de paix durable sans la participation des femmes. » Il conclut par une supplique aux habitants des pays en paix et en démocratie : « Travaillez chaque jour pour les préserver et les nourrir ! N'attendez pas de les perdre pour vous investir à les récupérer ! » Enfin, à quelques heures de l'arrivée en Normandie de nombreux chefs d'Etat et notamment du président Donald Trump, le docteur congolais insiste : « Avant qu'il ne soit trop tard, refusons toute forme d'indulgence à l'égard du racisme et du sexisme ; et mobilisons-nous contre un projet de société liberticide qui cherche à imposer le mensonge et la haine au service de l'oppression et de l'autoritarisme. »

□ □ THEME 6 - 4 : (CR) Cybermenaces : quel rôle pour la diplomatie ?

Source, journal ou site Internet : Le portail de l'IE

Date : 4 juin 2019

Auteur : Louison Roux-Marinetti

Adressé par Jean-François Mazaleytrat

Lors d'une conférence le 24 avril à l'École de Guerre Économique (EGE) organisée par le club Cyber, un représentant de la sous-direction des affaires stratégiques et de la cybersécurité du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, a présenté le rôle et l'action de la diplomatie française. Il a pu détailler les dispositifs mis en place au niveau international pour répondre à la question de la sécurité et de la stabilité du cyberspace.

Au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), la prise en compte de l'importance de la cybersécurité dans les enjeux diplomatiques fut graduelle. Ce cheminement de la diplomatie française fut concomitant à la création de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'informations (ANSSI). Par ailleurs, l'action du MEAE se coordonne avec d'autres services de l'État, rattachés aux services du Premier ministre tels que l'ANSSI, ou rattachés au ministère des Armées tels que le COMCYBER ou la DGSE, mais aussi les services du ministère de la justice. Cela fait donc une dizaine d'années que la diplomatie cherche à apporter une coordination internationale afin d'éviter les conflits cyber ; mais il est important de rappeler que la cybersécurité n'est qu'un des enjeux numériques traités au MEAE. En effet, ce sujet s'articule avec les autres enjeux numériques, parmi lesquels : les droits de l'Homme en ligne, la gouvernance de l'internet ou encore la lutte contre la pédopornographie, qui eux sont traités par un « ambassadeur pour le numérique ». Le cyber-diplomate partage ses missions en trois grands objectifs :

- **La prévention des crises cyber**

Dans un premier temps, la cyber diplomatie tend à éviter que les États ou les acteurs non-étatiques s'affrontent au sein du cyberspace. Pour cela, elle accompagne le développement capacitaire de cyberdéfense de la France dans sa dimension internationale par le développement de coopérations interétatiques dont les périmètres varient selon les pays. Aussi, il est possible de développer au sein des organisations régionales des mécanismes pour renforcer la confiance et la capacité de la France à prévenir les crises. L'Union européenne et l'OTAN participent activement à la mise en place d'axes de travail afin de permettre aux Etats membres d'échanger et de s'entraider sur ces questions. Des espaces de dialogues sont

organisés entre les Etats, de sorte que chacune des parties expose les mesures prises afin qu'elles soient comprises par les autres États.

- **Le développement d'une doctrine pour gérer les crises cyber dans une dimension internationale**

Cet objectif est l'expression de mécanismes politico-diplomatiques qui s'ajoutent aux discussions des experts techniques. Dans le cadre de la coordination interministérielle, le MEAE a un rôle de facilitateur ; il aide à créer des mesures de confiance qui permettent de gérer la crise de manière plus sereine par des mécanismes bilatéraux ou multilatéraux. Grâce à la mise en place de cette doctrine, les Etats connaissent leur interlocuteur à l'avance, savent de quelle façon transmettre des informations. Définir les agissements à l'avance, réfléchir en amont, permet ainsi d'adopter le meilleur comportement en cas de crise et ainsi de la gérer au mieux. La France a, par exemple, travaillé au renforcement de sa gouvernance et a réfléchi à l'interprétation du droit international dans le cyberspace, notamment pour comprendre les leviers disponibles en cas de crises internationales cyber.

- **La régulation du cyberspace**

Cet objectif doit permettre de définir les normes applicables dans cet environnement. Le cyberspace est souvent perçu, à tort, comme une zone de non droit ; mais le droit international s'applique dans le cyberspace comme il trouve à s'appliquer dans les espaces maritimes ou terrestres. Il faut pourtant comprendre comment ces règles s'appliquent dans le cyberspace. « Existe-t-il un droit de légitime défense dans le cas d'une cyber-attaque comme cela pourrait être le cas pour une agression armée ? » En réponse à cette question, certains États estiment que la légitime défense s'applique, d'autres non. Cette disparité souligne l'importance de la coopération et du dialogue. Plusieurs cycles de négociation concernant les normes de comportements à adopter dans cet espace se sont mises en place au niveau des Nations unies. En 2013, l'applicabilité du droit international au cyberspace a été reconnue, puis en 2015, onze normes de comportements responsables, juridiquement non-contraignantes, ont été adoptées. On retrouve parmi ces normes l'interdiction d'attaquer les CERT, l'obligation de protéger les infrastructures critiques et la gestion responsable des vulnérabilités par les Etats. Ces décisions sont prises au cours de négociations qui regroupent vingt-cinq experts gouvernementaux désignés par le secrétaire général des Nations unies. Ces experts se réunissent quatre fois par an pour discuter de toutes les questions relatives à la gouvernance dans le cyberspace. Lors de la dernière séance, les Etats n'ont pas réussi à trouver un consensus : certains États se sont opposés à l'applicabilité du droit international humanitaire au cyberspace, car ils estiment que cela entraînerait une "militarisation" trop importante de cet espace. Après ces négociations internationales infructueuses, la France a décidé de mettre l'accent sur la responsabilité des acteurs privés. Ces derniers possédant une large part de l'infrastructure d'internet, il devient nécessaire pour les États de les considérer dans les discussions à venir. En effet, certains acteurs privés, par leur poids, ont acquis un rôle systémique ; une faille dans leur produit peut alors avoir des conséquences considérables à l'échelle planétaire. De ce fait, des normes non-contraignantes ont été mises en place pour les acteurs non-étatiques. En novembre 2018, l'« Appel de Paris pour la confiance et la sécurité dans le cyberspace » a proposé un plan d'action au niveau international tout en émettant des recommandations. Ce texte politique, soutenu par plusieurs Etats mais aussi des centaines d'entreprises privées et des acteurs de la société civile, a permis de fédérer un certain nombre d'acteurs et de faire un premier pas vers l'opérationnalisation des normes.

7/ SECURITE INTERIEURE

□ □ THEME 7 - 1 : La gendarmerie mise sur la future loi de programmation pour renouveler ses blindés

Source, journal ou site Internet : L'Essor

Date : 4 juin 2019

Auteur :

Adressé par André Dulou

Elle avait été annoncée en janvier dernier. La future loi de programmation de la sécurité intérieure va-t-elle être l'outil qui va sauver les blindés de la Gendarmerie? Le directeur des opérations et de l'emploi, le général de corps d'armée François Giéré, a dévoilé aux députés cette piste de réflexion.

Interrogé par les députés de la commission d'enquête sur les moyens des forces de sécurité, ce mardi 4 juin, François Giéré a en effet indiqué que le renouvellement des véhicules blindés à roues de la Gendarmerie serait proposé dans le cadre de la future loi de programmation de la sécurité intérieure. Un dispositif qui permettrait de lisser sur plusieurs années le coût élevé de renouvellement. Il est estimé dans une fourchette de 50 à 100 millions d'euros par les spécialistes. La Gendarmerie butte aujourd'hui sur la difficulté d'un achat "sur étagère". En clair, il n'existerait pas de blindé sur le marché, ce qui nécessiterait de lancer de coûteuses études de développement. Selon François Giéré, les engins militaires ne peuvent en effet être équipés d'une lame sans mettre en péril leur équilibre. Ces derniers sont déjà alourdis à l'avant par leur moteur et leur tourelle.

Retrofitage

"Nous n'avons pas besoin de renouveler l'ensemble du parc à la date d'aujourd'hui", précise cependant le général de corps d'armée, le "n°3" de la Gendarmerie. L'Arme espère en effet, en attendant la matérialisation de la future loi de programmation, pouvoir moderniser ses vieux engins. Bien qu'entrés en service en 1974, les VBRG sont une valeur sûre pour la Gendarmerie. *"Ils ont montré qu'ils étaient encore efficaces",* salue François Giéré. L'emploi des blindés a ainsi été remarqué dans la crise des Gilets jaunes. Pas une nouveauté pour les gendarmes: que ce soit à Irma ou à Notre-Dame-des-Landes, leur action avait déjà été jugée très positive.

8/ ENERGIE - ENVIRONNEMENT – CLIMAT

□ □ THEME 8 - 1 : General Electric, le géant qui fait plonger l'économie française : comment l'écologisme a tué l'usine à (turbines à) à gaz de Belfort

Source, journal ou site Internet : Causeur

Date : 3 juin 2019

Auteur : Loïk Le Floch-Prigent

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Autre article de Figarovox : « 1000 emplois supprimés par General Electric : l'histoire d'un piège américain et d'une trahison française »

On l'avait présenté comme le sauveur, mais cinq ans après, le groupe General Electric apparaît en pleine lumière, comme un géant à la dérive qui nous entraîne avec lui. Comme les commentateurs ont la mémoire courte, surtout quand ils écrivent des propos dithyrambiques directement inspirés par les communiqués autosatisfaites des acteurs financiers de l'industrie, il faut revenir à la fin du siècle dernier pour comprendre ce qui arrive aujourd'hui. D'Alstom à Bouygues

En 1999 le gaz « naturel » ou CH₄ issu des champs pétroliers a le vent en poupe, c'est pourquoi la production électrique l'alternative « propre », « verte » aux centrales nucléaires, à charbon ou à fioul, et donc les géants de l'électromécanique, General Electric, Siemens, ABB, Mitsubishi, rivalisent d'efforts pour mettre sur le marché les meilleures turbines à gaz. La société française Alstom produit des turbines sous licence General Electric à Belfort. Dans une stratégie applaudie par les communicants, elle rachète les turbines à gaz d'ABB, ce qui conduit General Electric à prendre le relais de l'usine de Belfort et d'autres usines moins médiatiques. Les deux sociétés qui à travers la Compagnie Générale D'Electricité ont eu une longue histoire commune divorcent donc à l'amiable pour permettre à Alstom de faire cavalier seul. Hélas les turbines ABB ne sont pas au point et Alstom va se ruiner, à l'achat d'abord, puis pendant une dizaine d'années, pour pouvoir se mettre en position de vendeur ! C'est la cause majeure de l'affaiblissement d'Alstom qui a conduit à l'intervention de l'Etat, puis à son remplacement comme actionnaire de référence par le Groupe Bouygues. Les attaques de l'écologie politique contre les fossiles n'épargnent pas le gaz naturel et la folie des éoliennes et des panneaux solaires mettent à mal le marché des centrales à gaz, les politiciens des pays européens minimisant le coût de l'intermittence de ces énergies renouvelables en termes de modifications des réseaux et de fragilisation financière des entreprises électriques. Les entreprises allemandes, privées de nucléaire et incitées à se retourner vers l'éolien, sont au bord du gouffre et ne doivent leur salut que grâce au bas prix du charbon et... de la lignite ! Pour les fournisseurs de turbines à gaz, cette évolution est catastrophique, surtout pour Alstom qui manque de compétitivité par rapport à General Electric et Siemens.

General Electric reprend la patate chaude

La stratégie d'Alstom en 2013 ne varie néanmoins nullement et la société annonce rechercher un partenaire pour son département transport ferroviaire pour lui permettre de renforcer son pôle énergie, « Il n'y a pas le feu au lac ! », déclare même son PDG ! Quelques mois plus tard, une indiscretion de Bloomberg annonce que des conversations avancées existent entre Alstom et General Electric pour la cession à General Electric de son département Energie, soit près des trois quarts du groupe, et on nous explique doctement que cela va permettre de faire du département transport une pépite alors que chacun disait que sa taille ne permettrait pas de résister à la concurrence chinoise. C'était il y a cinq ans, deux ans ont été nécessaires pour mener à bien (!) l'opération d'intégration, jamais une autre hypothèse n'a été sérieusement envisagée, on a amusé la galerie avec des JV 50/50 qui se sont révélées des 51/49 au profit de General Electric, on a menti sur la création d'emplois, la presse a été alimentée tous les jours par des communiqués victorieux, le Maire de Belfort a même fait signer une pétition en faveur de General Electric, présentée partout comme une société française, francophone, francophile, dont le président était reçu par la présidence de la République avec amitié et effusion en remerciements de son « sauvetage » inespéré d'Alstom trouvant à travers cet assemblage un allié de poids pour la conquête du monde.

Déni de réalité, arrogance, incompetence

Il faut relire tout ce qui a été dit à l'époque et même encore récemment sur la chance du pays d'avoir trouvé sur sa route un ange pareil ! Les dirigeants qui ont tenté depuis de remettre General Electric en état de marche ont même accusé le deal Alstom d'avoir été la cause des

malheurs du Groupe, relayés brillamment par les journaux français... Le déni de réalité, l'arrogance et l'incompétence ont régné depuis cinq ans sur ce dossier. General Electric était en difficulté dès 2014 et cherchait avant tout à limiter la casse dans la chute du marché des turbines à gaz en supprimant un concurrent. On lui a offert mieux, elle a accepté, mais elle n'avait pas voulu voir la faiblesse industrielle de la fusion, Alstom est une société technique qui réalise des installations à la demande, General Electric fait de la série et vend sur catalogue, c'était le mariage de la carpe et du lapin sans compter sur le mode de gestion à « l'américaine » mal adapté à la société française comme on l'avait déjà observé à Belfort... et partout ailleurs. General Electric était malade en 2014, personne n'a voulu le voir, surtout pas le gouvernement français voulant éradiquer les énergies fossiles et maltraitant le gaz naturel.

Faire disparaître l'usine à gaz

Alstom n'était malade que de ses turbines à gaz, péchés d'orgueil de ses dirigeants successifs, ses points forts étaient les turbo-alternateurs Arabelle pour le nucléaire, l'hydraulique, le charbon, et les smart grids ou réseaux, et, bien sur le ferroviaire grâce à l'excellence de son premier client SNCF. Porté par EDF et SNCF, Alstom avait toutes les chances de développement, mais il fallait trouver la façon de faire disparaître l'épine turbines à gaz. Le plus simple était de trouver un arrangement avec Siemens, le plus hasardeux avec General Electric, mais de tenter de rester fort sur les positions de premier mondial. Personne n'a voulu réfléchir, les publicités sur General Electric, leur lobbying, étaient insensées, mais convaincantes... pour ceux qui le voulaient bien. Comment en sortir désormais ? Revenir aux compétences essentielles pour notre avenir, revenir au « bien commun » représenté par les hommes et les femmes d'Alstom qui veulent croire encore à l'avenir de l'électromécanique française et qui sont prêts, les uns et les autres à relever les défis du nucléaire, de l'hydraulique, du charbon et des smart grids en y intégrant le transport ferroviaire bien évidemment. Des anciens dirigeants d'Alstom y sont prêts, ils rencontrent depuis des mois les pouvoirs publics, les fonds d'investissements, les dirigeants des Grands Groupes nationaux, il suffit d'une volonté et d'un négociateur pour délivrer General Electric d'un poids désormais insupportable pour un groupe en perdition.

[□ □ THEME 8 - 2 : L'ONG Oxfam demande des mesures environnementales contraignantes pour les banques](#)

Source, journal ou site Internet : Ouest France

Date : 5 juin 2019

Auteur :

Adressé par André Dulou

Les grandes banques françaises sont globalement de mauvaises élèves en matière de financement des énergies renouvelables, estime ce mercredi Oxfam. Son diagnostic étant contesté par les établissements mis en cause, l'ONG exige l'intervention de l'État. « Face à l'immobilisme des banques françaises, Oxfam demande des actes forts de l'État et que le gouvernement contraigne les banques à publier immédiatement un plan de sortie des énergies fossiles ». Pour l'ONG, qui publie ce mercredi 5 juin une analyse des pratiques environnementales des grandes banques françaises, celles-ci sont globalement de mauvaises élèves en matière de financement des énergies renouvelables. Oxfam (abréviation de *Oxford Committee for Famine Relief*) exige parallèlement l'intervention de l'État, son diagnostic étant contesté par les établissements qu'elle met en cause. L'ONG demande en particulier au gouvernement de contraindre les banques à réduire drastiquement leurs investissements dans les énergies fossiles.

La Nef en tête, Crédit Mutuel-CIC en queue de classement

L'analyse effectuée par Oxfam concerne les politiques énergétiques de huit établissements bancaires majeurs : BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale, BPCE-Natixis, La Banque Postale, Crédit Mutuel-CIC, le Crédit Coopératif et la Nef. Selon cette étude, réalisée par Fair Finance France, seule la Nef, coopérative financière, fait figure d'excellente élève avec une politique de financement des projets à impacts neutres et positifs, notamment autour des énergies renouvelables et de l'agriculture biologique. Elle est suivie par le Crédit Coopératif, filiale du mastodonte BPCE, qui finance l'économie sociale et solidaire. En revanche, sa maison mère BPCE est avant-dernière du classement, talonnée par Crédit Mutuel-CIC en bas de tableau. Classées 5e ex aequo par l'ONG, Société Générale et Crédit Agricole font également partie des lanternes rouges, précédées par BNP Paribas. Même La Banque Postale, troisième du podium, n'arrive pas à décrocher la moyenne, selon les critères établis par Fair Finance Guide International, à l'origine de cette grille d'évaluation des politiques de crédit et d'investissement des banques. Selon Oxfam, sur la période 2016-2017, les six plus grandes banques françaises ont consacré la majeure partie de leurs financements et investissements aux énergies fossiles : 62,5 % ont été accordés au gaz et au pétrole ainsi que 8,5 % au charbon contre 19,6 % pour les énergies renouvelables. Les 9,4 % restants ont financé d'autres énergies telles que l'hydraulique et le nucléaire, détaille l'ONG, reprenant les données d'un rapport publié en novembre 2018.

Les banques contestent

Du côté des banques, on conteste les conclusions de cette étude, à l'instar de BNP Paribas qui critique la méthodologie employée par Oxfam. « Nous avons cessé d'être neutres et nous avons résolument déplacé le centre de gravité de nos financements de manière à devenir un accélérateur de la transition énergétique », a réagi BNP Paribas dans un courrier adressé à Oxfam. « En vous appuyant sur la comparaison de nos chiffres bruts à ceux de banques plus petites, vous pouvez laisser croire que nous ne faisons pas d'efforts pour réduire le financement des énergies fossiles », précise la banque qui assure que son financement des énergies renouvelables a connu une croissance de 66 % en deux ans. Pour la banque mutualiste Crédit Mutuel, la pilule est aussi difficile à avaler. « Nous regrettons vivement que cette publication d'Oxfam ne prenne en compte ni les dernières données publiées en avril 2019, ni les engagements pris par Crédit Mutuel Alliance Fédérale post COP21 », a commenté auprès de l'AFP un porte-parole de la banque.

Le charbon en ligne de mire

Il rappelle ainsi l'engagement du groupe d'augmenter de 30 % des financements à fort impact climatique et de baisser de 30 % son empreinte carbone via un mécanisme de compensation. En novembre 2018, après la diffusion d'un premier rapport d'Oxfam pointant les lacunes des engagements environnementaux des six plus grandes banques françaises, le ministre de l'Économie les avait appelé à « tenir leurs engagements » dans la lutte contre le réchauffement climatique et demandé d'arrêter « définitivement de financer les activités les plus nocives pour le réchauffement climatique, en particulier le charbon ». Selon l'ONG, pour que les accords de Paris sur le climat soient respectés, le gouvernement « doit contraindre les acteurs financiers » à « adopter un plan de désengagement progressif du charbon au plus tard en 2030 dans l'OCDE et l'UE, et en 2040 dans le reste du monde ». Elle préconise aussi la publication d'un « plan de stabilisation puis de diminution » des investissements dans les

secteurs pétrolier et gazier. Enfin elle demande que les établissements mesurent et divulguent les émissions de gaz à effet de serre de leur portefeuille.

□ □ THEME 8 - 3 : Les prix du pétrole divergent avant les stocks américains

Source, journal ou site Internet : L'Expression

Date : 5 juin 2019

Auteur :

Adressé par André Dulou

Les prix du pétrole divergeaient mercredi en cours d'échanges européens alors que le marché attendait les données officielles sur les réserves américaines. Vers midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 62,16 dollars à Londres, en hausse de 19 cents par rapport à la clôture de mardi. A New York, le baril américain de WTI pour le contrat de juillet cédait 21 cents à 53,27 dollars. L'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) publiera en cours de séance ses données hebdomadaires sur les réserves des Etats-Unis arrêtées au 31 mai.

9/ GEOPOLITIQUE DE LA CULTURE :

□ □ THEME 9 - 1 : Il faut « sauver » les soldats de Daech : 45 avocats font la leçon

Source, journal ou site Internet : Causeur

Date : 6 juin 2019

Auteur : Régis de Céastelnau

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Une pétition réclame que la France intervienne en Irak pour leur éviter la peine de mort Quarante-cinq avocats ont signé une pétition pour « sauver » les djihadistes français de Daech condamnés à mort en Irak. Ces bonnes âmes, qui ne voient les « déshonneurs » que quand ils sont loins, prétendent imposer leur loi au gouvernement irakien.

Un certain nombre de gens habituellement silencieux sur les guerres sanglantes menées par les États-Unis ou par la France comme en Libye et aussi, il faut le dire, en Syrie, ont jugé utile de prendre la pose et de se prétendre combattants infatigables contre la peine de mort. Des avocats ont en effet lancé une pétition pour demander à la France d'intervenir pour éviter qu'en Irak la peine capitale soit appliquée à des combattants coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Les avocats des diables

La justice irakienne a donc condamné à mort 11 français qui avaient rejoint Daech pour se livrer sur le territoire d'un pays souverain à une guerre barbare. Nous savons tous les exactions abominables commises par ces gens, qui ont quitté la France précisément pour les commettre et peut-être devrions-nous faire preuve d'un peu de modestie et de moins d'arrogance vis-à-vis d'un pays martyrisé depuis la guerre d'agression commise contre lui par les États-Unis et une coalition internationale que beaucoup de nos belles âmes avaient

fermement soutenue. Ce crime relevant de la justice internationale n'a pourtant jamais été puni, alors qu'il a provoqué des centaines de milliers de morts, des centaines de milliers de réfugiés, et était à l'origine directe de la création d'une organisation terroriste qui a porté la mort jusque chez nous. On notera l'hypocrisie de tous ceux qui restent muets sur la responsabilité de ceux qui ont mis cette région à feu et à sang. Et sur celle de la France, dont il faut rappeler qu'elle a armé les djihadistes en Syrie. L'hypocrisie de ceux qui ne semblent voir aucun inconvénient à la vente d'armes à l'Arabie saoudite pour écraser dans des conditions abominables la population du Yémen. Et qui, bien sûr, ont trouvé parfaitement normale la répression de masse, policière et judiciaire, qui s'est abattue sur les gilets jaunes, à coups de violations des libertés fondamentales. Pour les signataires, tout ceci n'est pas grave, ce n'est pas de nature à porter « *une tache sur le mandat d'Emmanuel Macron* », mais en revanche, ne pas obtenir le retour des criminels djihadistes en France, ce serait affreux.

Plus c'est loin, plus c'est bien

Les violations des libertés publiques, les atteintes permanentes à la liberté d'expression, à la liberté de manifestation, les lois scélérates, les incroyables violences policières qui scandalisent l'opinion internationale, tout cela n'a aucune importance. J'avais relayé une pétition d'avocats français publiée comme celle-ci par Franceinfo. Elle dénonçait les conditions dans lesquelles était mise en œuvre la répression décidée par Emmanuel Macron comme seule réponse au mouvement social des gilets jaunes. Un petit pointage permet de constater l'absence de ceux pour qui la compassion et la défense des principes, sont à géométrie variable. L'engagement, plus il est géographiquement lointain, mieux c'est. On fera une exception pour le grand Henri Leclerc, ce qui ne surprendra personne. J'invite à lire attentivement cette pétition qui prétend défendre des principes mais n'est en fait qu'un texte ronflant d'une étonnante arrogance, donneur de leçons tous azimuts, et finalement quelque part assez lâche.

On ne choisit pas sa famille, mais on choisit ses combats

Il nous rappelle avec grandiloquence que la peine de mort a été abolie en France en 1981. Je considère pour ma part que cette abolition, dans sa dimension humaine et symbolique, fut essentielle. Et c'est pour moi une fierté que mon pays n'use plus d'un châtiment inutile qui rabaissait l'État au rang des assassins – on rappellera simplement qu'une vie entière entre quatre murs c'est également une terrible violence. Fort bien, mais nos vaillants signataires oublient de rappeler que cette abolition s'est faite dans un pays en paix, dans lequel le Code pénal, où était inscrite la sanction suprême effacée, est l'outil juridique dont dispose l'État pour combattre la délinquance, c'est-à-dire ceux qui violent les lois, et commettent des infractions dites de droit commun. Et ceux qui s'en servent s'appellent dans une société pacifiée la police et la justice qui défendent dans la légalité l'ordre public. Ces règles sont celles que le peuple français a souverainement adoptées pour le territoire où s'exerce cette souveraineté. Vouloir les exporter est très honorable si on les pense universelles et il faut diplomatiquement y travailler. Quoique pour l'instant, par exemple, il semble que Madame Parly, guère critiquée par les belles âmes signataires, préfère envoyer des armes à l'Arabie saoudite pour écraser un peuple voisin, plutôt que de lui recommander d'arrêter de décapiter au sabre tous les jours dans ses rues.

La justice irakienne à la lanterne

Le problème, c'est que l'Irak est en guerre et n'a connu que cet état depuis 16 ans. Que cette guerre lui a été imposée par l'Occident, seule la détermination de Jacques Chirac nous ayant permis d'en éviter le déshonneur. Ce pays subit donc aujourd'hui avec le djihadisme une guerre atroce et une grande partie de ses ennemis vient de l'extérieur y apporter la barbarie. L'Irak d'aujourd'hui est toujours en guerre, applique les lois de la guerre qui prévoient le châtement des coupables de crimes de guerre, et cela relève de sa souveraineté de considérer que ces crimes-là peuvent encourir la peine de mort. Présenter tout ceci comme un problème de répression de la délinquance avec obligation d'appliquer nos propres règles est absolument malhonnête. « *La France n'a pas voulu rapatrier ses ressortissants et a préféré les exposer à la peine de mort et à des procès expéditifs dont nous savons qu'ils méconnaissent gravement les droits de la défense* », nous dit la pétition. Ah bon ? J'aurais plutôt pensé que le reproche que l'on pouvait faire à la France, c'était de ne pas avoir été capable d'empêcher un certain nombre de ses ressortissants d'aller en Irak y commettre des atrocités. Que les premiers responsables de cette exposition à la peine de mort étaient justement ces ressortissants. Et que c'est peut-être pour cette raison qu'un minimum de modestie et de discrétion s'imposait.

La loi, c'est eux

Et puis il y a cette phrase étonnante de prétention : « *Des procès expéditifs dont nous savons qu'ils méconnaissent gravement les droits de la défense.* » Ah c'est cela, tous ces gens savent, ils savent absolument, comment doit fonctionner une justice, que ce sont eux qui ont le bon système, les bonnes valeurs, les bonnes références et qu'on ne peut pas faire confiance aux Irakiens. Parce que ce sont des Arabes ? Mesurez-vous, chers signataires, l'arrogance coloniale, pour ne pas dire plus, de cette façon de donner des leçons à un pays souverain à ce point confronté au malheur ? Et puis dites donc, on ne vous a pas beaucoup entendu lorsque Saddam Hussein a été pendu, je ne me souviens pas avoir lu de pétition. Cette fois-ci, c'est parce que les condamnés sont Français ? Pendre Saddam Hussein, c'était un règlement de comptes entre sauvages, c'est ça ? Au-delà d'une petite opération politicienne évidente, cette grandiloquence, cette hypocrisie, cette arrogance sont finalement le masque d'un « occidentalisme » idéologique, celui qui avait justifié et applaudi l'agression voulue par George Bush, celui qui justifie la mise à feu et à sang du Moyen-Orient qui dure toujours. Et pour ensuite venir donner des leçons à ceux qui en sont les victimes.

[□ □ THEME 9 - 2 : « Vu de Pologne, Macron risque de tuer l'Europe ! »](#)

Source, journal ou site Internet : Figarovox

Date : 6 juin 2019

Auteur : Marek Gladysz

Adressé par Jean-Claude Tourneur

FIGAROVOX/TRIBUNE - Marek Gladysz, journaliste polonais, met en garde le chef de l'Etat: aucune démocratie européenne ne peut exister en niant la souveraineté des peuples.

Auteur de La France, maillon faible de l'Europe? (L'Artilleur, 2019), Marek Gladysz, journaliste en poste en France depuis 1990, et correspondant permanent à Paris pour RMF, la principale radio d'Europe centrale.

Pour sauver l'Union européenne de la crise de confiance sans précédent qu'elle traverse, encore faudrait-il établir un dialogue entre ceux qui aiment se qualifier de «progressistes» (un terme extraordinairement trompeur) et ceux qu'on qualifie - souvent à tort - de «populistes». C'est sans compter sur l'arrogance et le mépris du président Emmanuel Macron, convaincu d'être le seul autorisé à avoir raison, quand bien même les urnes lui donnent tort. Et même si le modèle français a perdu sa substance et son attractivité. C'est peu de dire que tous les voyants français sont au rouge: niveau de prélèvements obligatoires record, chômage de masse, croissance très faible, déficit budgétaire inquiétant, poids du politiquement correct empêchant les vrais débats, islamisation en roue libre et prolifération des zones de non-droit. La France va dans le mur, mais son président, sûr de son aura de leader européen, n'a guère renoncé à son goût pour les leçons de morale politique, y compris à l'égard de pays, comme la Pologne, dont la situation économique et sociale pourrait être largement enviée par ses compatriotes.

La France va dans le mur, mais son président, sûr de son aura de leader européen, n'a guère renoncé à son goût pour les leçons de morale politique.

Qu'on en juge par les chiffres. Selon le dernier rapport de l'OCDE (intitulé Perspectives économiques, analyses et projections), le taux de croissance du produit intérieur brut de la Pologne devrait s'établir cette année à 4,2%. Mon pays, qui connaît déjà une situation de plein-emploi, enregistre ainsi la meilleure croissance économique de l'Union européenne. Seuls trois autres pays au monde devraient afficher des taux plus élevés: l'Inde (7,2%), la Chine (6,2%) et l'Indonésie (5,1%). En s'autorisant à traiter de «nationalistes lépreux» une partie de ses compatriotes et de ses partenaires européens, Emmanuel Macron est devenu le président qui divise aussi bien sur son sol qu'en Europe. L'arrogance, autrefois apanage de chefs d'État français, tels que Jacques Chirac (qui avait conseillé aux Polonais «de se taire» à l'époque de la deuxième guerre d'Irak) ou Nicolas Sarkozy (qui n'avait pas hésité à qualifier de «menteur» le défunt président polonais Lech Kaczynski), atteint chez Jupiter un périlleux paroxysme. En creusant le fossé entre l'Est et l'Ouest et en amplifiant les divisions en Europe entre «progressistes» - figures quasi saintes du camp du bien - et «populistes» - perçus comme les cerbères du camp du mal -, Emmanuel Macron risque de s'inscrire dans l'histoire comme le fossoyeur de l'Europe, lui qui rêve tant d'être son sauveur. Observateur de la vie politique française pour le compte de la plus grande radio d'Europe centrale, je le dis tout net: ces blessures auront du mal à cicatriser. Si le président français est capable d'insulter les autorités polonaises car elles refusent l'accueil (par le mécanisme de relocation automatique) des migrants économiques venus d'Afrique et du Moyen-Orient, il ne peut s'attendre à ce que ces meurtrissures entre nos deux pays, disparaissent aussi vite qu'elles sont apparues dans nos chairs. Certes, Bruno Le Maire a commencé à battre sa coulpe en admettant le mois dernier, devant la presse diplomatique, que «la France avait méprisé la Pologne et [qu'] elle avait eu tort». C'est son rôle de ministre de l'Économie, inquiet des conséquences pour la France qui souhaite notamment vendre à Varsovie des sous-marins ou des centrales nucléaires. Cette contrition, presque inédite, sera-t-elle suffisante? En méprisant plus de 43% des Polonais qui ont choisi, aux élections européennes, les conservateurs du PiS (le parti Droit et justice) actuellement au pouvoir (un score que LaREM n'atteindrait même pas dans ses rêves les plus fous), Emmanuel Macron a terni l'image de la France dans ma patrie.

Une grande partie de mes compatriotes redoutent les projets du Jupiter français : harmonisation fiscale, smic européen ou encore politique d'immigration commune.

Ses prédécesseurs avaient au moins la délicatesse de garder à l'esprit que la Pologne est un État souverain et refusaient de se mêler trop directement des affaires internes d'un pays ami. Que veut Macron? Que la Pologne abandonne sa légitime fierté d'être une nation souveraine dans le plus pur héritage gaulliste? Qu'elle se contente d'être un pays vassal, idéologiquement soumis aux tartufferies de la macronie? Une grande partie de mes compatriotes redoutent les projets du Jupiter français: harmonisation fiscale, smic européen ou encore politique d'immigration commune. Les souvenirs douloureux des diktats de Moscou adressés jusqu'à la fin des années 1980 au bloc de l'Est, alors sous influence soviétique, demeurent prégnants sur une terre qui fut si souvent dépossédée de sa souveraineté et de sa liberté. Pour résumer, le Polonais moyen se dit: «Macron veut augmenter nos impôts, ruiner nos entreprises pourtant fleurissantes, flinguer notre croissance économique record et le plein-emploi, en nous incitant, en prime, à bâtir à côté de Varsovie des zones de non-droit sur l'exemple de la Courneuve, d'Aulnay-sous-Bois ou de Trappes... Merci mais sans façon!» Certes, dans l'Union européenne comme ailleurs, il n'est pas d'exercice démocratique possible sans État de droit. Malgré la réforme controversée des médias publics en Pologne, la diversité de parole et d'opinions semblent plus vaste qu'en France où le politiquement correct et le déni de réalité poussés jusqu'à la caricature empêchent la tenue de véritables débats. Se préoccuper de la pérennité des acquis démocratiques dans l'Union européenne ne devrait pas relever systématiquement du prétexte politicien. Entre les deux tours de l'élection présidentielle, Macron avait déjà promis de punir la Pologne où plusieurs usines, autrefois implantées en France, furent délocalisées. Souci de sauvegarde de démocratie ou hypocrisie de "l'extrême centre"? C'est oublier qu'il y aurait moins de délocalisations vers l'est si ces entreprises ne croulaient pas sous les taxes dans l'Hexagone.

Emmanuel Macron n'a jamais dissimulé son soutien aux leaders de l'opposition libérale en Pologne, incarnée notamment par l'actuel président du Conseil européen Donald Tusk.

Et puis, derrière ces leçons, presque insidieusement, se cache une lutte partisane plus regrettable encore. Emmanuel Macron n'a jamais dissimulé son soutien aux leaders de l'opposition libérale en Pologne, incarnée notamment par l'actuel président du Conseil européen Donald Tusk. Plus grave: le vice-président de la Commission, le social-démocrate néerlandais Frans Timmermans, celui-là même qui a déclenché contre la Pologne l'article 7 du traité de l'Union européenne (permettant de suspendre le droit de vote d'un Etat membre en cas de violation des droits de l'homme) a ouvertement milité dans mon pays pour un parti de gauche lors de la campagne des dernières élections européennes. Tandis que l'opposition essayait, sans succès, de lier la droite catholique à la pédophilie dans l'Eglise, Frans Timmermans, 58 ans, n'a pas manqué de raconter avoir été la victime d'un prêtre quand il avait 13 ans. Ce récit, pour bouleversant qu'il soit, fut exposé à un moment crucial: quelques jours avant le scrutin. Question neutralité et réserve politique, on en attendrait un peu plus de la part d'un haut fonctionnaire européen. Bâtir l'avenir de l'Union européenne avec le ciment de la peur ne mènera nulle part. Emmanuel Macron paraît l'ignorer. L'institution ne fait plus rêver cependant que tout débat sur son fonctionnement technocratique et toute proposition d'une Europe des nations semblent proscrits. Osez sortir des lignes de la vision macronienne et vous voilà dénigrés: vous êtes tantôt la marionnette des États-Unis de Donald Trump, tantôt celle de la Russie de Vladimir Poutine. Une véritable propagande évocatrice, toutes proportions gardées, de la stratégie de communication de l'Union soviétique. Epoque où de nombreux membres de l'opposition démocratique clandestine, critiques envers le fonctionnement du bloc de l'Est, étaient accusés d'être des agents «à la solde des impérialistes américains financés par la CIA dans le but de précipiter la chute de l'URSS».

Hier comme aujourd'hui, la vérité ne peut être emprisonnée dans les geôles de la pensée unique.

Hier comme aujourd'hui, la vérité ne peut être emprisonnée dans les geôles de la pensée unique. Une part grandissante des Européens veulent sortir de la double impasse que constituent la technocratie bruxelloise et les désidératas de Paris et Berlin. Cet axe entre les deux pays, aujourd'hui, en souffrance, paralyse la multipolarité, pourtant si chère, au niveau mondial, au cœur d'Emmanuel Macron. Plus triste encore: il étouffe la volonté des peuples.

10/ GEOPOLITIQUE DE L'INFORMATION :

☐☐THEME 10 - 1 : Seulement 5,5 % de toutes les vulnérabilités sont exploitées

Source, journal ou site Internet : ZDnet.fr

Date :5 juin 2019

Auteur : CatalinCimpanu

Adressé par Elie Billaudaz

***Sécurité :** La plupart des vulnérabilités qui sont exploitées dans la nature ont un score de gravité CVSS de 9 ou 10. Est-ce une raison pour ne pas corriger certaines failles ? Ces données peuvent aider les entreprises à définir des priorités afin de se protéger. Une nouvelle étude publiée cette semaine éclaire un peu plus l'univers de l'exploitation des vulnérabilités, révélant combien de failles de sécurité découvertes au cours des dix dernières années ont été réellement exploitées. L'étude - considérée comme la plus vaste du genre à ce jour - révèle que seulement 4 183 failles de sécurité sur un total de 76 000 vulnérabilités découvertes entre 2009 et 2018 ont été exploitées dans des attaques. Plus intéressant encore, les chercheurs ont constaté qu'il n'y avait aucune corrélation entre la publication d'un code d'exploitation sous forme d'un PoC (Proof of Concept) sur les sites Web publics et le début des tentatives d'exploitation. L'équipe de recherche note que sur les 4.183 failles de sécurité exploitées entre 2009 et 2018, seulement la moitié étaient associées à un code d'exploitation répertorié sur les sites publics. Cela signifie que l'absence d'un PoC public n'a pas nécessairement empêché les attaquants d'exploiter certaines vulnérabilités - certains pirates informatiques réalisant leurs propres exploits au besoin.*

Les failles sévères ont été les plus exploitées

En outre, l'étude constate que la plupart des vulnérabilités exploitées dans la nature sont des failles de sécurité dont le score de gravité CVSSv2 est élevé (qui peut aller de 1 à 10, le 10 étant attribué aux vulnérabilités les plus dangereuses et les plus faciles à exploiter) Un peu moins de la moitié de toutes les vulnérabilités exploitées ont un score CVSS de 9 ou plus, observe l'équipe de recherche. Précisons que les données au cœur de ce projet de recherche ont été compilées à partir d'une multitude de sources. Par exemple, la liste de toutes les failles de sécurité, des scores et des caractéristiques de vulnérabilité a été extraite de la Base de données nationale sur la vulnérabilité (NVD) du NIST.

L'avenir de la gestion des correctifs

Les chercheurs espèrent que leurs travaux de compilation sur les failles de sécurité (et leur exploitation) aideront les entreprises à prioriser les opérations de patching afin de traiter en

priorité les vulnérabilités les plus susceptibles de faire l'objet d'une attaque. Le travail de l'équipe a montré que plus le score CVSSv2 d'une vulnérabilité est élevé, plus les chances qu'elle fasse l'objet d'une exploitation intensive sont grandes, que le code d'exploitation devienne public ou non. En outre, le nombre de vulnérabilités attaquées est d'une sur 20, plutôt que d'une sur 100, comme des travaux de recherche plus anciens l'avaient établi. Enfin, les chercheurs espèrent également que leur travail pourra augmenter le cadre général CVSS avec de nouvelles informations sur les chances qu'une vulnérabilité spécifique soit exploitée, aidant ainsi à mieux guider les organisations qui se basent sur les scores CVSS pour évaluer et hiérarchiser les correctifs. Des détails supplémentaires sur cette étude peuvent être trouvés dans un livre blanc intitulé "Improving Vulnerability Remediation Through Better Exploit Prediction" présenté lors de 2019 Workshop sur l'économie de la sécurité de l'information à Boston.

THEME 10 - 2 : 5G : en Asie, Huawei fait la course en tête

Source, journal ou site Internet : ZDnet.com

Date : 4 juin 2019

Auteur : Andrew Silver

Adressé par Elie Billaudaz

Technologie : Face à la concurrence de Huawei, les sociétés d'infrastructures misent sur la fiabilité pour se faire une place sur les réseaux 5G en Asie.

Si le déploiement de la 5G n'en est qu'à ses balbutiements, que ce soit en Asie, en Amérique du nord ou sur le Vieux Continent, celle-ci devrait à terme remplacer les réseaux LTE, comme le prédisent nombre d'analystes. Ces réseaux à plus grande capacité et à faible latence devraient constituer la nouvelle rampe de lancement d'applications allant de l'eSport aux communications autonomes de véhicules en passant par des actes de chirurgie effectués à distance. Dans le cas particulier des différents marchés du continent asiatique, les sociétés spécialisées dans l'infrastructure de réseaux comme ZTE, Nokia, Ericsson ou encore Samsung auront toutefois fort à faire pour rivaliser avec les offres ultra-compétitive proposées par Huawei. Une concurrence exacerbée qui s'observe dans les chiffres. En termes de transactions commerciales 5G au niveau mondial, seuls les Finlandais de Nokia et les Suédois d'Ericsson se rapprochent en effet peu ou prou de la société basée à Shenzhen. Si Huawei a annoncé publiquement avoir finalisé 40 opérations, le constructeur chinois est talonné de près par Nokia, avec 38 opérations. Malgré son retard, Ericsson se place également en embuscade avec 18 opérations annoncées. Si Huawei s'impose sur ce podium, la firme de Shenzhen a toutefois dépensé environ 15 milliards de dollars en recherche et développement en 2018, soit beaucoup plus que les 9 milliards de dollars dépensés ensemble par Nokia et Ericsson. "Cette dépense massive donne à Huawei la capacité de fabriquer des puces et des routeurs à moindre coût", observe Subramanian Venkatraman, analyste chez MTN Consulting en Arizona, interrogée par ZDNet. "C'est l'une des raisons pour lesquelles les opérateurs européens sont réticents à interdire complètement le kit de Huawei", relève également l'analyste. Du côté de Nokia et Ericsson, tous les regards sont braqués sur l'Asie. Les deux constructeurs ont ainsi déclaré à ZDNet que la clé de leur compétitivité sur les marchés asiatiques passerait sans doute par des partenariats avec des fabricants et des opérateurs d'appareils, ainsi que par la mise en avant de leurs réputations commerciales, loin d'être aussi battues en brèche que celle de Huawei, qui fait actuellement l'objet de sanctions de la part des Etats-Unis, qui accusent le constructeur chinois de collusion avec le pouvoir de Pékin.

Des opportunités en Asie du sud-est

Si la disponibilité des fréquences 5G retarde le développement des deux constructeurs européens en dehors des principaux marchés japonais, sud-coréen et chinois, le directeur des ventes 5G pour l'Asie Pacifique et le Japon de Nokia, Kai Sahala, interrogé par ZDNet, a déclaré que la société européenne voit des opportunités au Vietnam, en Malaisie, aux Philippines, en Indonésie, en Thaïlande et à Singapour. "Nous sommes en concurrence avec tous les fournisseurs, y compris Huawei, sur de nombreux marchés, et nous sommes en bonne position", a indiqué ce dernier, pour qui "il y a quelque chose dans notre position, et notre offre 5G en particulier", alors que l'entreprise pourrait agir sur plusieurs leviers pour s'imposer en Asie. "Je ne pense pas que ces choses se négocient uniquement sur le prix,[mais aussi] la qualité, la fiabilité, l'ouverture des interfaces, des choses comme la sécurité et les plateformes que nous pouvons offrir", a en effet relevé ce dernier. "Dans l'ensemble, c'est vraiment une question de performance à long terme", a-t-il fait savoir, alors que certains points noirs entachent la commercialisation de ses solutions 5G en Asie, au premier rang desquels se trouve le retard pris par le déploiement de son réseau 5G en Corée du Sud. Le coût, la performance et la fiabilité sont également des atouts que souhaite faire valoir Ericsson, comme l'indique Erik Kruse, le directeur de la division Internet of Things Ecosystem Partner de la société suédoise. Quoi qu'il en soit, les deux firmes européennes pourraient également jouer sur les restrictions américaines imposées récemment à Huawei, qui empêchent les entreprises américaines de collaborer ou de fournir des composants à la firme de Shenzhen. Selon de nombreuses sources, les restrictions ont en effet contraint Huawei de placer certains projets en "attente" tout en en "ralentissant" d'autres, tels que ceux de son activité de serveurs. Des informations de presse ont toutefois fait savoir que Huawei a déjà commandé une grande quantité de composants au cours du premier trimestre de 2019, ce qui lui a permis de se protéger temporairement des problèmes de disponibilité de la chaîne logistique américaine. La concurrence promet donc d'être rude. Pour Steve Cheng, vice-président et directeur général de Quanta Computer de Taiwan, il sera néanmoins difficile de concurrencer les faibles coûts de Huawei, même si les restrictions américaines donneront aux autres acteurs une meilleure chance de développer le marché 5G. Pour Caroline Chan, vice-présidente du Data Center Group et directrice générale de la division infrastructure 5G d'Intel, la société américaine se conformera à l'ordre du gouvernement américain sur Huawei - une "situation délicate" - mais elle a ajouté qu'il n'y a pas encore de leader clair pour la 5G en Asie. "Tout le monde se rend compte qu'il y a un énorme potentiel pour y arriver ", a-t-elle relevé. La course ne fait que commencer.

□ □ THEME 10 - 3 : Un nouvel outil de piratage iranien fuite sur Telegram

Source, journal ou site Internet : ZDnet. com

Date : 4 juin 2019

Auteur : Catalin Cimpanu

Adressé par Elie Billaudaz

Sécurité : *Le nouvel outil de piratage iranien s'appelle Jason et peut être utilisé pour forcer brutalement les serveurs de messagerie Microsoft Exchange.*

Un nouvel outil de piratage censé faire partie de l'arsenal des pirates informatiques iraniens a été publié aujourd'hui en ligne, dans un canal de Telegram. Le responsable de cette fuite est le même individu qui, en avril, a divulgué le code source de six autres outils de piratage iraniens, ainsi que des informations sur les victimes de piratage passées et l'identité réelle des membres du piratage du gouvernement iranien. Ce nouvel outil porte le nom de Jason et a été publié en

ligne plus tôt dans la même chaîne que Telegram, où le responsable des fuites - connu sous le nom de LabDookhtegan - a déjà publié les six autres outils de piratage précédents. Selon Omri Segev Moyal, chercheur en sécurité, l'outil Jason est un utilitaire permettant de réaliser une attaque de force brute visant des serveurs de messagerie Microsoft Exchange à l'aide de listes précompilées de combinaisons de noms d'utilisateur et de mots de passe. Moyal a déclaré que l'outil avait été compilé en 2015, ce qui signifie que les pirates iraniens l'utilisent depuis au moins quatre ans pour leurs opérations. Les six outils précédemment divulgués en avril appartenaient tous à un groupe de cyberespionnage iranien connu sous les noms d'APT34, Oilrig ou HelixKitten. Ce groupe serait composé de membres du ministère iranien du renseignement (MOIS). Mais alors que les outils divulgués en avril avaient déjà été vus lors d'attaques précédentes, l'outil Jason, qui a été partagé aujourd'hui, est complètement nouveau, du moins pour les chercheurs en sécurité qui l'ont analysé aujourd'hui. En ce qui concerne LabDookhtegan, l'internaute à l'origine de la fuite, il a au cours des derniers mois critiqué les agents de renseignement iranien, en communiquant leur nom réel, leur profil sur les réseaux sociaux, leurs numéros de téléphone ou leurs photos personnelles, presque quotidiennement. Au départ, on pensait que LabDookhtegan était un ancien membre du renseignement, mais le nouveau consensus est qu'il s'agit de l'avatar d'une agence de renseignement étrangère qui tente de dénoncer les efforts de piratage iraniens, pour tenter de perturber ses opérations de renseignement ainsi que ses relations politiques avec ses voisins et ses alliés. Mais LabDookhtegan n'était pas le seul à l'origine de la fuite. En mai, un autre auteur de la fuite a également partagé des détails sur une autre unité iranienne de piratage informatique nommée MuddyWater. Il établit notamment un lien entre les opérations de MuddyWater et une organisation iranienne connue sous le nom d'Institut Rana.

□□THEME 10 - 4 : La Russie ordonne à Tinder de partager données et communications de ses utilisateurs

Source, journal ou site Internet : ZDnet. com

Date : 4 juin 2019

Auteur : Catalin Cimpanu

Adressé par Elie Billaudaz

Technologie : Les autorités russes demandent à l'entreprise de partager les données des utilisateurs avec ses services. Une obligation légale obligeant l'entreprise visée à transmettre données personnelles et communications privées. Selon les lois 97-FZ et 374-FZ, les entreprises ajoutées à la base de données ORI (Registre des organismes de diffusion de l'information) doivent transmettre les données au service de renseignements russes tels que le FSB (Service fédéral de sécurité). Ces lois permettent de faciliter les enquêtes sur les affaires terroristes et de sécurité nationale. A ce jour, la base de données de l'ORI contient 175 entreprises, aussi bien russes qu'étrangères. Cependant selon Roskomsvoboda, une organisation non gouvernementale russe militant pour la protection des droits numériques des internautes, les entreprises ajoutées à ladite base de donnée n'ont aucune obligation légale de se conformer aux demandes du gouvernement. Mais si elles refusent de le faire, elles risquent une amende ou une interdiction d'exercer sur le territoire russe. Tinder est le quatrième service de rencontre ajouté à l'ORI, après Mamba, Wamba et Badoo. Il y a un an, Telegram (une application de messagerie sécurisée) refusait de se conformer aux demandes émises par l'agence de renseignements du FSB, ce qui lui avait valu sa suppression sur le territoire russe. Dans le même cas on trouve Threema, un service de messagerie instantanée chiffré, qui a également refusé de se conformer aux demandes du Service fédéral. Mais à ce jour aucune interdiction n'a été prononcée contre cette application suisse. Nombre d'utilisateurs russes et les défenseurs de la vie privée refusent l'idée d'autoriser l'accès aux données personnelles.

Cela pourrait entraîner entre autres une hausse des extorsions et des chantages dans le pays. Pour le moment Tinder n'a fait aucune déclaration publique. L'entreprise revendique plus de 50 millions d'utilisateurs dans le monde. Ce géant du réseautage social et de la rencontre en ligne reste l'un des leaders sur le marché russe.

THEME 10 - 5 : Données personnelles : Washington renforce la surveillance des immigrants

Source, journal ou site Internet : ZDnet.com

Date : 3 juin 2019

Auteur : Charlie Osborne

Adressé par Elie Billaudaz

Technologie : *Les autorités américaines exigeront désormais des informations sur vos comptes de réseaux sociaux, vos adresses mail et vos numéros de téléphone au cours des cinq dernières années pour vous laisser entrer sur leur territoire.* Les autorités américaines confirment leur politique hostile à l'immigration. Le département d'État américain a en effet annoncé qu'il exigera désormais des nouveaux visiteurs aux États-Unis qu'ils lui remettent les pseudonymes utilisés sur leurs différents comptes de réseaux sociaux, leurs différentes adresses mail ainsi que leurs différents numéros de téléphones utilisés au cours des cinq années précédant la demande d'entrée sur le territoire américain. La révision des exigences formulées dans le cadre des procédures de demande d'entrée sur le territoire américain s'appliquera à l'ensemble des personnes demandant un visa de résidence, d'études, de travail ou de tourisme. Ces derniers devront désormais présenter leurs données avant d'obtenir l'autorisation de résider sur le sol américain, ce qui devrait avoir une incidence sur environ 15 millions de demandeurs de visa qui visitent le pays chaque année. Alors que la collecte de données en vrac a été proposée pour la première fois en mars 2018, les autorités américaines affirment désormais que cette nouvelle procédure "renforcera notre processus d'approbation de ces candidats et de confirmation de leur identité". À moins d'en être exempté pour des raisons diplomatiques ou officielles, vous devrez donc désormais fournir l'historique de vos comptes de courriel et de médias sociaux pour une période de cinq ans, ainsi que des renseignements sur vos voyages internationaux antérieurs. Les formulaires énuméreront notamment les plateformes de réseau social les plus populaires - probablement Facebook et Twitter, entre autres - et inviteront également les demandeurs à énumérer toutes les autres plateformes et tous les autres comptes qui ne figurent pas sur les documents. En outre, les nouvelles exigences en matière de visa ne vous demandent plus seulement si vous avez été personnellement impliqué dans des activités liées au terrorisme, mais aussi si des membres de votre famille ont été eux-mêmes liés à des affaires aussi sensibles. Selon un fonctionnaire américain, interrogé par le site The Hill, cette refonte de la procédure devrait avoir "de sérieuses conséquences en matière d'immigration" pour les personnes prises en flagrant délit de mensonge. Cela pourrait théoriquement inclure le retrait du visa ou le refus d'entrée. Auparavant, des demandes aussi approfondies n'étaient nécessaires que lorsque des facteurs de risque étaient identifiés, tels que les voyages dans des régions liées au terrorisme. A noter que les résidents de pays bénéficiant de programmes d'exemption de Visa à destination des États-Unis, à l'exemple des pays européens, dont les habitants doivent remplir l'Esta, pourraient également être concernés par cette mesure.

11/ JOUR Par JOUR ... le 5 juin 2019

□□THEME 11 - 1 : Evénements dont c'est aujourd'hui

L'anniversaire

Source, journal ou site Internet : l'internaute histoire

Date : 5 juin 2019

Auteur :

Adressé par André Dulou

1595

5 juin

Victoire d'Henri IV à la Fontaine-Française

Le roi de France, malgré sa conversion, rencontre encore de nombreuses oppositions. La situation mène à la bataille de Fontaine-Française, qui l'oppose aux troupes de la Ligue. La victoire du roi aboutira finalement au démantèlement de la Ligue.

1662

5 juin

Le Carrousel de Louis XIV

Le roi Louis XIV, 24 ans, donne une grande fête dans le jardin des Tuileries, à Paris. Plusieurs milliers de spectateurs contemplent les savantes évolutions de cinq quadrilles, cinq troupes de cavaliers exécutant des parades. C'est à cette occasion que Louis XIV prend comme emblème le Soleil. Le spectacle est si grandiose que la place prendra le nom de Carrousel. En 1806, Napoléon Ier y fera édifier un Arc de Triomphe.

1667

5 juin

Assassinat de Diane de Joannis de Chateaublanc

Diane de Joannis de Chateaublanc, surnommée la "Mademoiselle de Chateaublanc", est née en 1635. Elle est l'arrière-petite-nièce de Nostradamus. Le 30 mars 1663, elle hérite de son grand-père une grande fortune. Le 19 mai 1664, elle décide de déshériter son mari et compose un nouveau testament au profit de ses enfants. Très rapidement, ses deux beaux-frères Henri dit l'abbé et Bernardin, le chevalier de Ganges deviennent agressifs. Certains écrivains affirment que ses hostilités sont dues aux avances qu'ils lui avaient faites et qu'elle avait rejeté avec dégoût. D'autres considèrent que le but était de la forcer à annuler ce fameux testament. Ces deux hommes l'obligent à boire un liquide brunâtre. Elle réussit à s'enfuir, mais ils la retrouvent et la poignent. Elle décède quelques jours plus tard, le 5 juin 1667.

1675

5 juin

Jacques Duchesneau de la Doussinière et d'Ambault devient intendant de Nouvelle-France

Après avoir été conseiller du roi puis général des finances en Touraine, Jacques Duchesneau est nommé par Louis XIV au poste d'intendant de Nouvelle France. Une rivalité s'installe avec le gouverneur Louis de Buade de Frontenac qui avait profité de l'absence d'intendant pour bénéficier de plus de pouvoir. Ce dernier est rappelé en France et remplacé par François Montmorency-Laval. Duchesneau rentre en France en 1682 et y passe le reste de sa vie.

1792

5 juin

Intronisation de François II

Le 5 juin 1792 marque l'accession au trône de François II, succédant à son père Léopold II. Il devient dès lors empereur du Saint-Empire romain germanique, couronné à Buda, roi de Hongrie, le 6 juin, puis élu roi des Romains le lendemain. Il est intronisé le 14 juillet 1792 à Francfort-sur-le-Main et sacré roi de Bohême, le 5 août de la même année. A 24 ans, il sera le dernier empereur souverain de cette institution millénaire.

1806

5 juin

La République batave devient le Royaume de Hollande

Napoléon Bonaparte transforme la République batave, jusqu'alors dirigée par Schimmelpenninck, en Royaume de Hollande. C'est Louis Bonaparte, le frère de Napoléon, qui est placé à sa tête. Napoléon Bonaparte annexera finalement le territoire en 1810 et l'organisera à la manière française.

1826

5 juin

Mort de Carl Maria von Weber, compositeur allemand

Carl Maria von Weber était un compositeur de musique romantique, né en 1786 et mort en 1826. Après avoir pris des cours auprès de Michael Haydn à Salzburg, il composa ses premières oeuvres alors qu'il n'était âgé que de 12 ans. Durant sa vie, il composa de nombreuses oeuvres de musique symphonique, lyrique ou vocale, ainsi que plusieurs opéras dont *Der Freischütz* et *Euryanthe*, deux classiques du répertoire romantique allemand.

1827

5 juin

Prise d'Athènes par les Ottomans après un siège de neuf mois

Le 5 juin 1827, la ville d'Athènes fut prise par les Ottomans après neuf mois de siège, pendant la guerre d'indépendance de la Grèce. Le but du siège était d'atteindre la forteresse située sur l'Acropole et permettant de contrôler l'Attique. En mai 1827, les Ottomans battirent les révolutionnaires grecs lors de la bataille de Phalère. Cet ascendant leur permit de prendre Athènes le 5 juin, obligeant la Grèce du Nord à se soumettre.

1832

5 juin

Obsèques du général Lamarque

A l'occasion des funérailles du général Lamarque, les Républicains profitent du symbole et de la foule rassemblée pour déclencher une manifestation. En arrivant sur le pont d'Austerlitz, les troubles prennent la forme d'une véritable émeute qui gagne une partie de la Garde nationale. Face à un pouvoir à la légitimité contestée, et profitant de la vacance du pouvoir provoquée par la mort du chef du gouvernement Casimir Perrier, Paris devient le théâtre d'une véritable insurrection républicaine. Les combats avec les troupes du roi se prolongent jusqu'au lendemain : refoulés dans le centre de la ville, les républicains sont contraints d'abandonner. Au cours des années 1830, plusieurs tentatives d'insurrection ébranleront le pouvoir.

1862

5 juin

Les Français en Cochinchine

L'empereur d'Annam Tu Duc cède la basse Cochinchine, grenier à riz du Viêt Nam, à la France par le traité de Saigon. C'est le début de la présence française en Indochine. Entre 1862 et 1867, les Français se feront reconnaître la possession des provinces voisines et créeront la colonie de Cochinchine. Celle-ci sera rattachée au Viêt Nam en 1949. Les Français quitteront le Viêt Nam après leur défaite à DiênBiên Phu en 1954.

1874

5 juin

La France gagne la route commerciale du fleuve Rouge (Vietnam)

Second Traité de Saigon, signé entre le dernier empereur d'Annam (Viêt Nam), Tu Duc, et l'Empire français, représenté par son négociateur, Paul-Louis-Felix Philastre. Redéfinissant les termes du précédent traité de 1862, il établit la reconnaissance par le Vietnam de la souveraineté française sur les trois provinces du Sud (la future Cochinchine), cédées par l'Annam – en plus de Saigon et de l'île de PouloCoudor – et qu'occupait l'amiral de la Grandière depuis 1867. Par le fleuve Rouge et le port de Hanoï, la France s'offre de facto une voie commerciale avec la Chine.

1877

5 juin

Naissance de Pancho Villa

Jose Doroteo Arango Arambula, mieux connu sous le nom de Pancho Villa, naît le 5 juin 1877. Orphelin dès l'âge de 12 ans, Pancho Villa devient un spécialiste du banditisme afin de survenir à ses besoins. Bientôt enrôlé dans l'armée révolutionnaire mexicaine, il en fut le général. Proche d'Emiliano Zapata, il fut défait par Alvaro Obregon, futur président du Mexique à l'origine de l'assassinat de Pancho Villa le 20 juillet 1923.

1883

5 juin

Naissance de John Maynard Keynes

John Maynard Keynes, célèbre économiste britannique, naît le 5 juin 1883. Après avoir suivi de brillantes études d'économie, il intègre les services de l'Etat au ministère de l'Inde, puis passera à celui des Finances quelques années plus tard. Keynes s'est illustré comme fondateur de la macroéconomie moderne, et comme acteur des fameux accords de Bretton Woods. Il meurt le 21 avril 1946 au plein coeur du Sussex.

1883

5 juin

Mise en service de l'Orient-Express

Le train destiné à relier Paris à Istanbul, en passant par Munich, Vienne et Belgrade, est inauguré sous le nom d'Orient-Express. Ce train, le plus luxueux d'Europe, est équipé de wagons-lits, de salons et d'un restaurant de haute gastronomie. Il met environ trois jours pour faire les 3 186 kilomètres de voyage. Il inspirera de nombreux écrivains, tel qu'Agatha Christie, Paul Morand ou Paul Valéry.

1885

5 juin

Naissance de Georges Mandel

Georges Mandel, de son vrai nom Louis Georges Rothschild, homme politique français, naît le 5 juin 1885 à Chatou. Journaliste auprès de Clémenceau, il devient son chef de cabinet en 1917. Il devient ministre des Colonies entre 1938 et 1940, avant de s'insurger contre les accords de Munich. Fervent résistant, il est arrêté et emprisonné à Buchenwald avec Léon Blum, avant d'être assassiné dans la forêt de Fontainebleau le 7 juillet 1944 par les Allemands.

1896

5 juin

Naissance de Federico Garcia Lorca

Federico Garcia Lorca naît le 5 juin 1896, en Andalousie. Artiste précoce, il se tourne vers la poésie dès 1921, en associant le folklore populaire à la modernité. Reconnu, il profite de ses voyages en Amérique pour enrichir ses œuvres. Dramaturge, peintre, compositeur ou pianiste, il fonde sa compagnie de théâtre, la Barraca, au début des années 1930. En 1936, au moment de la guerre civile espagnole, il est fusillé par les franquistes

1918

5 juin

Fondation de l'Afrikaner Broederbond

Le 5 juin 1918, on assiste à la fondation de l'Afrikaner Broederbond, à Johannesburg, en Afrique du Sud. L'Afrikaner Broederbond est en fait une société secrète établie dans le but de regrouper et soutenir la communauté Afrikaner. Les Afrikaners représentent les blancs d'Afrique du Sud d'origine néerlandaise, française, allemande ou scandinave. Cette fondation est notamment l'une des inspiratrices du courant de l'apartheid, qui consistait à opérer une séparation raciale et ethnique des peuples.

1931

5 juin

Naissance de Jacques Demy

Jacques Demy, né le 5 juin 1931, est un cinéaste et un réalisateur français. Après avoir été étudiant des Beaux-Arts de Nantes, il fut également scénariste, dialoguiste, parolier, producteur et acteur. Ses réalisations les plus connues sont Peau d'Âne, Lola, les Demoiselles de Rochefort et les Parapluies de Cherbourg, film pour lequel il reçut une Palme d'or au Festival de Cannes en 1964. Il est décédé le 27 octobre 1990.

1938

5 juin

Léônidas, avec ou sans chaussures ?

Les huitièmes de finale opposant la Pologne au Brésil à Strasbourg se vivent sous le déluge. Déluge de buts avant tout où Léônidas et Willimowski se livrent à un véritable duel de buteurs. Au cours des prolongations, le Brésilien devient le premier joueur à inscrire 4 buts en un match de Coupe du monde. Mais il est rejoint dix minutes plus tard par le Polonais. La pluie est aussi de la partie et Léônidas se sent plus léger pieds nus. C'est d'ailleurs ainsi que la « Perle Noire » espère finir la deuxième mi-temps. Toutefois, ceci n'est guère du goût de l'arbitre qui lui intime l'ordre de se rechausser sans attendre. Vainqueur 6-5, le Brésil sera

battu en demi-finale par la "Squadra Azzurra" qui double alors son titre.

1940

5 juin

De Gaulle nommé sous-secrétaire d'État à la Défense par Paul Reynaud

Par les contre-offensives qu'il a menées à la tête de sa division cuirassée, Charles de Gaulle a prouvé la pertinence de ses thèses militaires fondées sur le mouvement de troupes et la prépondérance des chars. Paul Reynaud, alors président du Conseil, s'en souvient et appelle de Gaulle à rejoindre un gouvernement restreint et à prendre la place de sous-secrétaire à la Défense. Mais la guerre est déjà perdue pour la France et de Gaulle ne tolérera pas d'armistice avec les nazis et autres fascistes. Ainsi, face aux manœuvres de Laval et de Pétain, il préfère traverser la Manche pour poursuivre le combat à partir de l'Angleterre.

1947

5 juin

Le plan Marshall pour reconstruire l'Europe

Le secrétaire d'Etat américain George Catlett Marshall propose un programme d'aide destiné à stimuler la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Mis en place dans le cadre de la doctrine Truman, cette aide est refusée par l'URSS qui fait d'ailleurs pression sur les pays d'Europe centrale pour qu'ils en fassent de même. Par contre, l'aide est très bien accueillie en Europe occidentale qui crée l'Organisation européenne de coopération économique pour se répartir l'aide.

1967

5 juin

Guerre des Six jours

Après que tous les efforts diplomatiques pour désamorcer le conflit entre Israël et ses voisins arabes aient échoué, la troisième guerre israélo-arabe éclate. L'armée israélienne, menée par le général Moshe Dayan, prend l'offensive et s'empare en quelques jours de nombreux territoires : le Sinäï égyptien, le plateau syrien du Golan, la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem Est. Israël quadruple ainsi son territoire et commence l'implantation des colonies. L'ONU demandera le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés, tout en reconnaissant le droit à l'existence et à la sécurité d'Israël.

1968

5 juin

Assassinat de Robert Kennedy

Alors qu'il fête sa victoire aux primaires californiennes, Robert Kennedy est abattu de plusieurs balles tirées à bout portant. Candidat des primaires démocrates pour les Présidentielles de 1969, le frère de l'ancien Président John Fitzgerald Kennedy luttait contre la guerre du Vietnam et était engagé dans la défense des classes sociales les plus défavorisées. Deux mois plus tôt, il avait notamment tenu un discours en faveur de la cause noire quelques jours après l'assassinat de Martin Luther King. Le meurtrier, d'origine jordanienne, reprochait à Robert Kennedy son engagement pro palestinien lors de la Guerre de Six-Jours.

1972

5 juin

Ouverture de la conférence de Stockholm

Le premier sommet de la Terre s'ouvre en Suède grâce à l'initiative de

Sverker Åström. Sous la devise "Une seule Terre", l'objectif est d'inaugurer une coopération internationale pour l'amélioration des conditions de vie. L'approche est foncièrement novatrice puisqu'elle cherche à lier développement et environnement dans le cadre d'une action mondiale. Un des aboutissements de cette conférence est la création du PNUE, le programme des Nations Unies pour l'environnement.

1981

5 juin

Les premiers cas de SIDA

Une revue scientifique américaine publie un article relatant l'apparition de cinq cas de forme rare et grave de pneumonie, diagnostiqués au cours des huit mois précédents à Los Angeles. Comme on le découvrira plus tard, cette maladie est la conséquence d'une autre infection : le syndrome de l'immunodéficience acquise (SIDA). En 1983, la communauté scientifique internationale découvrira le nouveau virus responsable de la maladie : le virus de l'immunodéficience humaine (VIH).

1983

5 juin

Victoire de Yannick Noah à Roland Garros

Trente-sept ans après Marcel Bernard, Yannick Noah remporte la coupe des mousquetaires en battant le tenant du titre Mats Wilander en trois sets 6/2-7/5-7/6. A peine âgé de 23 ans, il devient l'une des figures de proue du tennis français, avant d'entamer une carrière de chanteur et d'entraîneur.

1994

5 juin

Victoire de Sergi Bruguera à Roland Garros

Sergi Bruguera remporte le tournoi de Roland Garros pour la seconde année consécutive. L'espagnol a battu son homologue Alberto Berasategui en quatre sets 6/3-7/5-2/6-6/1.

1999

5 juin

Steffi Graf remporte le tournoi de Roland Garros

Steffi Graf gagne la finale de Roland Garros pour la sixième fois. L'Allemande détient le record de victoires du tournoi, après l'Américaine Chris Evert. Elle fait aussi partie des six joueurs du monde à avoir remporté les quatre titres du grand chelem la même année.

2004

5 juin

Victoire d'Anastasia Myskina à Roland Garros

La russe crée la surprise en remportant la 74ème édition du tournoi de Roland Garros. Jusque là peu connue, elle bat facilement son homologue russe Elena Dementieva en deux sets 6/1-6/2, et se propulse à la deuxième place du classement.

12/ REVUE de PRESSE INTERNATIONALE en langue étrangère

□□THEME 12 - 1 : For Trump, London Visit is a (Royal)

Affair

Source, journal ou site Internet : [The New York Times](#)

Date : 5 juin 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

LONDON — When Queen Elizabeth II welcomed the president on Monday for his first state visit to Britain, Ivanka Trump and Jared Kushner watched from a Buckingham Palace balcony. Later, at a state banquet, Eric Trump posed for photographs. During dinner, Donald Trump Jr. tucked into a menu including lamb and halibut as Tiffany Trump chatted with the queen's private secretary. "Looking forward to visiting Buckingham Palace for the first time. The U.K. is a very special place (for so many reasons) and it is an honor for our family to be hosted by Her Majesty," Eric Trump, who runs the Trump Organization with his brother, Donald Jr., wrote on Twitter before the dinner. They were also present on Tuesday at Mr. Trump's news conference with the British prime minister, Theresa May, seated in the second row, in front of some of the president's senior government advisers. The president has also said that his children would join him on a tour on Tuesday of the Churchill War Rooms, and American officials said they might go to Normandy for the French leg of the trip, too. Whether they had official roles in the visit or not, the extended Trump family seemed to materialize in London overnight — all save the president's youngest son, Barron, who stayed home. But Monday's slavish audience with the British royals was the culmination of more than a month of planning by White House officials who have grown accustomed to accommodating President Trump's children, whether that includes redrawing plans for a state visit or evicting guests from their seats at the State of the Union address. As Mr. Trump presides over a White House with unprecedented turnover, he has relied on his children the same way he has for decades — asking them for advice or seeing them as surrogates in the fight against his real and perceived enemies. On this visit, another family opportunity surfaced: The Kennedys have long occupied the American political culture as the unofficial royal family, but this week, the Trumps appeared to present themselves as the 2019 version. "He's surrounding himself with his family in this kind of certainly royal family, prince-and-princesses way," Gwenda Blair, the author of "The Trumps: Three Generations That Built an Empire," said in an interview. "Just as traditionally crowned heads surrounded themselves with their progeny, he has surrounded himself with his progeny." Privately, White House officials say that some of the Trump children, particularly those working in the White House, see themselves this way. One senior official, who did not want to speak publicly about internal planning, said that Mr. Kushner and Ms. Trump in particular had grown more emboldened with their requests to be accommodated at official events. About a month before the Europe trip, several members of the Trump family informed the White House that they wanted to participate. (Ms. Trump said on Twitter that she was "joining the U.S. delegation" for the visit.) There were loose discussions of them traveling on Air Force One, but the plane was already packed with government officials and the first lady, Melania Trump. Ivanka Trump left for Britain on Saturday, while Mr. Kushner traveled separately from the Middle East. The president landed in Britain fresh from a round of interviews in which he expressed opinions

about British foreign policy and after firing off a slew of tweets responding to criticism from the mayor of London, Sadiq Khan, by calling him a “stone cold loser.” But if Mr. Trump’s behavior bothered his hosts — including Prince Harry, whose wife, the Duchess of Sussex, was called “nasty” by Mr. Trump just days earlier — it did not seem to show. (The American-born duchess, formerly known as Meghan Markle, was not in attendance.) The reception that the Trump family received was warm, and the royals seemed interested in engaging and charming their guests, British and American officials said. But unlike the royals, who wage an endless battle to keep Britain’s voracious tabloids at arm’s length, the Trump children shared behind-the-scenes photographs and tweets of their trip. “It was an incredible honor to meet Her Majesty The Queen, the longest-ruling Monarch in British history,” Ms. Trump wrote of the day on Twitter. “Thank you for a warm welcome to the United Kingdom.” For Mr. Trump’s children, the Buckingham Palace visit was the highest-profile example of a change in presidential plans made to include them, but it was not the only one. The weekend before President Trump delivered his State of the Union address in February, several of the special guests who had been invited to sit near the first lady were suddenly told that some changes needed to be made. Instead of sitting with Melania Trump, half a dozen of the 28 guests she had chosen were told that they would have to sit down the hall from the House chamber, in a room featuring a television, chocolates, tissues and White House aides. The newly available seats were then given to two Tennesseans whose sentences had been cut short by Mr. Trump under a criminal justice overhaul effort that his son-in-law pushed for, and to three of the president’s adult children and two of their spouses. A few days before the event, Mr. Trump was alerted to the lack of seats by one of his children, and Mrs. Trump was told to make room, according to three White House officials. In the box that day were Ivanka Trump and Mr. Kushner; Tiffany Trump; Eric Trump and his wife, Lara Trump; and Donald Trump Jr. (Donald Jr., a popular Republican surrogate, had offered to get a seat from one of the members of Congress he is close with instead, officials said.) Among those whose seats were gone was Aubrey Reichard-Eline, the mother of Grace Eline, a 10-year-old cancer survivor who was invited because she works to help other children fight the disease. The man accompanying Joshua Trump, a sixth grader who is not a relative but who was invited because he had been bullied at school over his last name, was also moved down the hall. “I think they just had a lot of people in general,” Ms. Reichard-Eline said in an interview, stressing that she had no qualms about the seating change and that she and her daughter treasured being there regardless of seating assignments. “They ended up focusing on the true guests.” A White House official with knowledge of the last-minute planning said at the time that the guests for the box were invited a month before the address, with the goal of focusing on extraordinary Americans. That person added that seats were changed at the last moment to accommodate the children per their request. Despite the complicated dynamics that may arise, many commanders in chief have relied heavily on family members once in the Oval Office. And the complications of an extended family with adult children in a White House is not without precedent. Ronald Reagan, who carried the distinction of being the nation’s first divorced president, had an at-times complicated relationship with his four adult children, who cycled through varying degrees of familial tension before, during and after his ascent to the White House. But in his White House, where his children did not formally work, some were excluded from certain gatherings where the seating was limited. “I know that we often intentionally did not include them in some events, in state dinners and things like that, even when they were in town,” said Gahl Burt, the former social secretary for Nancy Reagan. In other administrations, adult children chose to take on official roles: Franklin Roosevelt appointed his eldest daughter, Anna, to serve as White House hostess. Her closeness with her father often led to clashes with her mother, the first lady, Eleanor Roosevelt. “They were a wealthy, famous family like the Trumps,” Katherine Jellison, a

historian who studies first families, said of the Roosevelts in an interview. She pointed to a key difference: "None of F.D.R. and Eleanor's children were ever policy advisers." One of the best-known daughters of a president, Patti Davis, said that it was important for children to bear in mind their impact on the White House. Ms. Davis was 28 when her father, Mr. Reagan, was elected. In an interview, Ms. Davis described her time as first daughter as a period of rebellion that she regrets. She kept her distance from the White House, and said that the Trump children must appreciate that lines can easily be blurred. "Choose one role or the other," Ms. Davis said. "If you're going to have your fingers in the campaign and all that, then you don't get to pull the family card."

THEME 12 - 2 : China conducts first sea-based space rocket launch

Source, journal ou site Internet : AFP

Date : 5 juin 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

China launched a space rocket from sea for the first time on Wednesday, its space agency announced, the latest step in Beijing's push to become a major space power. The Asian giant now spends more than Russia and Japan on its civil and military space programmes -- unveiling ambitious plans for missions to the moon and beyond in the coming decade. A Long March 11 rocket was launched from a ship in the Yellow Sea just after midday, the China National Space Administration said in a statement. "This is the first time that China has... (tested a) launch vehicle at sea," it added. The rocket carried two experimental satellites and five commercial ones. State broadcaster CCTV, in a post on the Twitter-like Weibo platform, hailed it as "a new launching mode for China to enter space quickly". The test marks another win for Beijing's space programme. Earlier this year, China became the first nation to land a rover on the far side of the moon. It also unveiled ambitious plans to build a research base on the lunar surface, send a probe to Mars and build a space station in Earth orbit. In 2003, China became only the third nation to have the capability of launching humans into space. And with sea launches, China now has the ability to deploy satellites from a mobile platform. Most recently, Russian-backed firm Sea Launch used a floating platform to launch dozens of rockets between 1999 and 2014. According to Russian company Energia, the majority shareholder in Sea Launch, launching from sea has a number of advantages, such as the ability to send off rockets from a variety of locations on Earth, as well as reduced costs and risks.

THEME 12 - 3 : South Korea approves \$8 million in aid for hungry North

Source, journal ou site Internet : AFP

Date : 5 juin 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

South Korea approved \$8 million in humanitarian aid for the impoverished North on Wednesday, authorities said, with negotiations over Pyongyang's nuclear arsenal deadlocked and inter-Korean relations at a standstill. It will be the first such aid Seoul has provided

Pyongyang since 2015 and follows the North's lowest recorded harvest for a decade, according to the United Nations. The donation -- to be made through the UN -- comes as President Moon Jae-in seeks to salvage diplomacy between Pyongyang and Washington following the breakdown of the Hanoi summit, when Kim Jong Un and Donald Trump failed to reach a deal on the North's nuclear programme and sanctions relief. Pyongyang has since largely cut off contact with both Seoul and Washington, with the South's unification ministers saying this week he had last spoken to a North Korean official at the beginning of May. Seoul's Unification Ministry, which handles inter-Korean relations, said the government had approved a plan to provide the funds amid concerns over the "worsening food situation". It will give \$4.5 million to the World Food Programme (WFP) to help address malnutrition, along with \$3.5 million to UNICEF for health issues among children and pregnant women. More than 10 million North Koreans -- 40 percent of the population -- were suffering from severe food shortages, according to recent UN estimates. The figure is similar to recent years. "WFP and other international bodies have requested assistance to the North on the back of concerns for deteriorating conditions among the vulnerable there," the ministry said in a statement. It is the first humanitarian aid implemented by Moon's government, but a North Korean propaganda outlet has already dismissed it as "non-essential" for inter-Korean relations. If the South "sincerely wishes for sustained development, peace and prosperity", it should implement the inter-Korean economic joint projects agreed last year instead of "raising the issue of humanitarian aid", the state-run Uriminzokkiri website said in a commentary last month. Several sets of sanctions, imposed on the North over its nuclear and ballistic missile programmes, currently block many proposed developments.

THEME 12 - 4 : Xi Jinping in Russia to usher 'new era' of friendship

Source, journal ou site Internet : AFP

Date : 5 juin 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Chinese President Xi Jinping headed for Russia Wednesday to mark a new era of friendship and reinforce economic ties that had benefitted from Moscow's isolation from the West. Due to arrive in the early afternoon, Xi will be received with full honours. He will have talks in the Kremlin with President Vladimir Putin before attending a formal reception and in the evening he will attend a night out at the Bolshoi theatre. The visit comes five years after Moscow's annexation of Crimea in 2014 led to a serious rift with its Western partners and subsequent turn towards its neighbour to the east. From Moscow, Xi will travel to Russia's former imperial capital Saint Petersburg to attend the Economic Forum hosted by Putin on Thursday and Friday. China and Russia "have strong political mutual trust and support each other firmly on issues concerning each other's core interests and major concerns," Xi said during an interview with Russian media ahead of the visit, according to a transcript released by Beijing's official Xinhua news agency. Putin's foreign policy aide Yuri Ushakov said the visit is "a crucial event for our bilateral relations". The Soviet Union was the first country to recognise Communist-ruled China in 1949, he remarked. He said Xi and Putin would sign a new declaration on "global partnership and strategic cooperation, which enter a new era". The Chinese delegation is bringing two pandas as gifts, which are bound for the Moscow Zoo. "The animal is a symbol of China and the gesture is very important to our partners," Ushakov said. The partnership is yielding increasing trade, which has increased by 25 percent in 2018 to hit a record \$108 billion, he said, calling China "Russia's most important

economic partner". Chinese Vice Foreign Minister Zhang Hanhui praised the upcoming visit as having a "milestone significance in the development of bilateral relations".

- Russia's 'pivot' paying off -

Russia may have had unrealistic expectations from its pivot to the east following Western sanctions over Ukraine, said Alexander Gabuev, who heads the Asia programme at the Carnegie Moscow Center. Nevertheless, China's share in Russian foreign trade has nearly doubled since then, he added. "The pivot really is happening," he said. "Despite all the difficulties, China became a significant creditor and rather significant investor" in Russia at a time when many other investors preferred to pack their bags. For Russia, whose alternative for economic growth is launching deep reforms and reconciling with the West, gradually increasing dependence on China "is perceived as the lesser of two evils", said Gabuev - provided it did not reach critical levels. Politically, the two countries seem consistently aligned and often vote in unison as permanent members of the UN Security Council. "The positions of Russia and China are very close or coincide completely on most international issues," including the North Korean nuclear programme, the Venezuelan crisis and the Iran nuclear deal, Ushakov said, adding that all these issues would be discussed during the talks. Both countries would also discuss their relationship with the "great Western powers, including the United States", he said. Moscow's relations with Washington have been at a post-Cold War low for some time now, and Beijing is locked in a trade war with the US. And after Washington criticised its rights record, Beijing issued a travel warning to Chinese nationals Tuesday about crime and police harassment in the United States.

□ □ THEME 12 - 5 : US Navy's 2nd Fleet reaches initial operational capability

Source, journal ou site Internet : UPI

Date : 5 juin 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

The U.S. Navy's 2nd Fleet has reached initial operational capability a year after it was re-established, the branch announced late Wednesday. The 2nd fleet was brought back last May as a "leaner, agile and more expeditionary," fleet, Rear Adm. John Mustins said, to support North Atlantic and Arctic operations after being deactivated in 2011. Vice Adm. Andrew "Woody" Lewis, who leads command for the re-established fleet, declared Wednesday at Naval Station Norfolk, Virginia, that the fleet has achieved IOC. "The North Atlantic has some of the world's busiest shipping lanes, and with the opening of waterways in the Arctic, this traffic will only grow," Lewis said in a statement. "This is a fact acknowledged by our allies and competitors, and as such, it is critically important U.S. 2nd Fleet reinvigorates the way our forces are employed in this influential theater." The IOC designation means it is capable of commanding and controlling naval forces, the Navy said, adding that it would be "focusing on the high-end training and employment of assigned assets," ahead of a large exercise in the Baltics next month. "The new 2nd Fleet will be postured to support the employment of forces, whether that is on the Western side of the Atlantic, the Eastern side of the Atlantic, or up into the Arctic," the Navy said. "A few days after achieving IOC, the new fleet will lead Exercise Baltic Operations (BALTOPS), marking the first time the fleet will operate in the European theater, and leveraging increased lethality, interoperability and integrated warfighting capability with allies and partners in the region." The two-week Baltic

exercise starts on June 7 with approximately 50 naval assets."BALTOPS 2019 is our collective opportunity to promote peace and security through cooperation, collaboration, interoperability, and an unambiguous display of strength in the Baltic region," Lewis said. "As an alliance, increasing our capabilities across all-domains as well as building a command-wide network will give us the ability to deter aggression and project stability."

THEME 12 - 6 : Ukraine's new leader asks Europe to pressure Russia to end war

Source, journal ou site Internet : AFP

Date : 5 juin 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Ukraine's new President Volodymyr Zelensky vowed to press Europe to step up pressure on Russia to end the war in his country's east, as he arrived in Brussels on Tuesday for his first foreign trip as leader. The former comedian who crushed incumbent Petro Poroshenko in last month's election met European Commission chief Jean-Claude Juncker before holding talks with the head of NATO Jens Stoltenberg. Writing on his Facebook page, Zelensky dedicated his trip to the children caught up in the conflict that still rumbles on with Russian-backed separatists in eastern Ukraine which has claimed some 13,000 lives since 2014. Zelensky renewed his call for Moscow to help end the war, which he said had exposed tens of thousands of children to violence. "But calls are not enough. This is why my meetings with European leaders will begin with a question: how can we put pressure together on the aggressor? How can we force him to work for peace?" Zelensky wrote. "I am sure that together we will find a solution. Perhaps not today but we must find one, without fail." At a press conference with Stoltenberg at the NATO headquarters, Zelensky vowed to press ahead with his country's pro-Western trajectory. "The strategic course of Ukraine to achieve full-fledged membership in the EU and NATO... remains unchanged," he said. "This is the priority of our foreign policy. Ukraine's progress towards high European living and security standards is a demand of Ukrainian society." Zelensky's selection came as a rebuke to the Ukrainian establishment fuelled by popular anger over the war and social injustice. Both the EU and NATO back the former Soviet state in its tensions with Moscow but also say Kiev has to do more to push through much-needed political and economic reforms. Ukraine and the West accuse Russia of fuelling the conflict and sending weapons to the insurgents, charges which Moscow denies despite overwhelming evidence to the contrary.

13/ Titres des articles pouvant être demandés à l'adresse adulou@numericable.fr, qui vous les adressera dans la journée de la demande.

Ces articles n'ont pu être insérés dans la revue de presse. Pour recevoir un ou plusieurs articles, il suffit d'adresser un message électronique à l'adresse :

adulou@numericable.fr;

1) Articles en langue française :

- Général Desportes : « L'Otan est une menace pour l'Europe »
- La France et la sécurité en Indopacifique (20 pages)

- L'hebdo Europe 31 mai
- Madame Florence Parly, ministre des Armées Allocution à l'équipage du Charles de Gaulle
- Les terres rares, ultime moyen de pression de la Chine
- La décision unilatérale du Président d'interdire le géant chinois sur le sol américain et d'ordonner à Google de cesser toute relation d'affaire avec cette firme, va entraîner des effets sur le champ numérique mondial, Europe comprise.
- Thierry de Montbrial : « La construction européenne pourrait s'étendre sur deux siècles »
- Tian'anmen : 30 ans après, Pékin persiste et signe
- Boeing : un nouveau défaut concerne cette fois... la quasi-totalité des 737
- Spatial militaire, la France passerait-elle à l'offensive ? Michel Cabirol TRIBUNE
- Le patriotisme inclusif doit être exclu ! LIBRE OPINION du général (2s) Gilbert ROBINET.
- Sélection de mai 2019 de l'ASAF
- La lettre N° 40 du souvenir français
- Les @mers du CESM 04/06/2019
- Le glyphosate peut-il guérir le cancer ? Certaines recherches le « montrent » – mais qu'est-ce que cela signifie ? Et quid des allégations d'apocalypse Roundup ?
- Messageries : mobilisation contre le « protocole fantôme » au Royaume Uni
- Orange ouvre la porte à l'eSIM
- Huawei prêt à la riposte : son OS mobile se précise
- Facebook : une assemblée générale des actionnaires sous le signe de la défiance ?
- La France avait déjà perdu la guerre d'Indochine cinq ans avant DiênBiên Phu
- Un ancien SS français continue de toucher une pension allemande controversée
- Standing-ovation pour Bruno Le Maire à Berlin
- La Commission européenne de nouveau prête à épingle la dette italienne
- « Trente ans après Tiananmen, les Chinois ne s'intéressent pas vraiment à la démocratie. »
- ALGERIE : L'ARMEE DANS L'IMPASSE ?
- VOLATILITÉ, INCERTITUDE, COMPLEXITÉ ET AMBIGUITÉ
- Mali : Présentation des groupes terroristes

2) Articles en langue étrangère :

- N.Korea 'executed' officials after failed Trump summit: report (AFP)
- Pentagon to prohibit cooperation with Russia in space launches (Sputnik)
- Rise of the Machines: AI beats humans in multiplayer shooter (AFP)
- The Navy will transfer responsibility for future narrowband satellite communications to the Air Force, a joint memo said.
- US-China anchors' face-off lets down fans (AFP)
- Trump says 'would not have' ordered hiding of USS John McCain (AFP)
- Future narrowband satellite capability to transfer to Air Force (AFNS)

- **Armed and Dangerous: Myanmar's military goes shopping (AFP)**
- **US and Japan partner on future moon mission (VOA)**
- **Australia pilots hit by lasers during S. China Sea flights: report (AFP)**
- **New criticism over French arms shipments to Saudi Arabia (AFP)**
- **Erdogan offers Trump working group on Russian missiles (AFP)**
- **NATO to Adopt First Space Policy in June – Stoltenberg (Sputnik)**
- **NORAD completes bomber intercept exercise over Alberta, Canada (UPI)**
- **Russia 'probably' violating nuclear test treaty: US general (AFP)**
- **Xi broke promise on South China Sea: Top US general (AFP)**
- **Raytheon nabs \$38.2M contract for Army TOW missiles (UPI)**
- **Pentagon to prohibit cooperation with Russia in space launches (Sputnik)**
- **Europe's leading space supplier, RUAG Space, kicked off a new product line. RUAG Space has started providing thermal insulation for launch vehicles.**
- **China steps up threat to deprive US of rare earths (AFP)**
- **Britain's Royal Air Force tests miniature missile decoys on Typhoon jets (UPI)**
- **Navy's Zumwalt destroyers to join drone ships in new experimental squadron (UPI)**
- **Ford-class carrier USS John F. Kennedy gets its command center (UPI)**
- **Air Force deploys F-35 squadron to Italy for exercises, training (UPI)**
- **SpaceX satellites pose new headache for astronomers (AFP)**
- **SAS and Airbus to research electric aircraft infrastructure (AFP)**
- **Pentagon calls Turkey plan to buy Russian missiles 'devastating' (AFP)**
- **Japan PM to meet Iran's Khamenei to mediate with US: report (AFP)**
- **Purged no more: North Korean official appears at show (AFP)**
- **US warns China on behaviour towards its Asian neighbours (AFP)**
- **China will not renounce use of force in Taiwan reunification: defence minister (AFP)**
- **China will double its nuclear warheads in next 10 years, DIA chief says (UPI)**
- **US-S. Korea military exercises not 'necessary': Pentagon chief (AFP)**
- **Syrian air defence fires at 'enemy missiles' in Damascus: state media (AFP)**
- **Army project develops agile scouting robots (SPX)**
- **Pentagon confirms push to hide USS John McCain from Trump (AFP)**
- **NEAT Tests Megawatt-Scale Electric Aircraft Power Systems (SPX)**
- **Harris to build new satellite connection system prototype for USAF (SPX)**
- **Iran president rules out talks until US acts 'normal' (AFP)**
- **BlackSky Awarded NRO Contract for Commercial Imagery to Support U.S. Government Mission Needs**
- **Pompeo airs frank Middle East peace plan views in leak (AFP)**
- **2017 North Korean nuclear test order of magnitude larger than previous tests, new study finds (SPX)**
- **Northrop Grumman nabs \$65M for drones for Navy, Australia (UPI)**
- **Ozmen's SNC test-fires new rocket engine in preparation for US launches (SPX)**
- **30 years after Tiananmen, US says hopes dashed as China defends crackdown (AFP)**

- Insitu was awarded a \$47.9 million contract for 34 ScanEagle reconnaissance unmanned air vehicles for four governments in Asia.
- BlackSky begins commercial operations, signs agreement with HawkEye 360 (SPX)
- Yaogan-33 launch fails in north China, Possible debris recovered in Laos XNA)
- GenDyntapped for AH-1Z Viper gun turrets for Navy, Bahrain
- US says to take action to ensure rare earth supply
- Trump approved Saudi nuclear transfers after Khashoggi killing: senator (AFP)
- House panel looks to block funds for low-yield nuclear warheads (UPI)
- Wrecked mosques, police watch: A tense Ramadan in Xinjiang (AFP)
- Japan ends search for crashed F35 fighter jet (AFP)
- State Department OKs \$1.7B sale of eight F-16 Vipers to Bulgaria (UPI)

3) Liens intéressants à consulter :

<https://orientxxi.info/magazine/maroc-le-roi-son-or-et-le-groupe-managem,3106>

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/1-onu-reduit-d-un-millier-d-hommes-la-mission-militaire-africaine-en-somalie-20190531>

<https://www.defensenews.com/global/mideast-africa/2019/05/31/uae-issues-formal-request-to-buy-kc-46a-tanker-says-boeing/>

<https://www.defensenews.com/pentagon/2019/06/01/defense-could-be-cut-off-from-critical-materials-as-trade-war-rhetoric-with-china-grows/>

<https://www.geostrategia.fr/la-desaffiliation-du-monde-den-bas-et-la-secession-du-monde-den-haut/>

<https://breakingdefense.com/2019/06/hasc-to-dod-well-do-the-money-you-do-a-tech-strategy/>

<https://www.reuters.com/article/us-bulgaria-defence-jets/bulgaria-sees-f-16-jet-deal-with-u-s-at-1-2-billion-idUSKCN1T50JK>

<https://www.reuters.com/article/us-usa-defense-drones/u-s-to-sell-34-surveillance-drones-to-allies-in-south-china-sea-region-idUSKCN1T42ST>

<https://www.contrepoints.org/2019/06/04/345989-electricite-voici-pourquoi-votre-facture-augmente>

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/trente-kilos-d-ecstasy-saisis-dans-un-traffic-entre-les-pays-bas-la-france-et-la-tunisie-20190603>

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/moscou-appelle-a-ne-pas-exagerer-l-importance-du-debarquement-20190605>



Union-ihedn.org

<http://www.union-ihedn.org/les-actualites/revue-de-presse/>